

*l'Anti*capitaliste

n°287 | 30 avril 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

solidarité solidarity solidarietà αλληλεγγύη
CONTRE L'EUROPE تضامن solidarität solidaridad

CAPITALISTE αλληλεγγύη solidarität solidarity تضامن solidarität



***nos solidarités
n'ont pas
de frontières !***

Dossier

**Vietnam 1975:
échec au Roi!**

pages 6 et 7

ÉDITO

**Au Népal, une catastrophe
pas si naturelle!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Immigration: un autre monde est
possible, ouvrons les frontières!**

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Syrie: à la télé, et bientôt
sur les tapis rouges?**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Michel Husson
sur la dette grecque**

Page 12



édito

Par MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

Au Népal, une catastrophe pas si naturelle!

Plusieurs milliers de tués et de blessés, des centaines de milliers de personnes sans abri, ni eau ni électricité, des villes en ruine, des routes détruites, des communications coupées, des hôpitaux saturés, c'est le triste bilan provisoire du puissant séisme qui a ravagé le Népal, notamment la vallée de Katmandou, samedi 25 avril. Les sismologues parlent d'un possible bilan final de 10 000 morts, notamment en raison des nombreuses répliques attendues. Ces mêmes sismologues avaient d'ailleurs prévenu de l'inéluctabilité d'un grave tremblement de terre dans ce pays situé sur une des failles majeures de la planète, donc touchée de manière cyclique par des séismes meurtriers.

Et pourtant, aucune norme antisismique n'a été respectée pour les constructions en ciment issue de l'urbanisation galopante des dernières décennies. Sans parler de la vétusté de l'habitat traditionnel datant souvent de plusieurs siècles... La plupart des habitations se sont écroulées comme des châteaux de cartes. Interrogée par *Le Monde*, une Française résidant sur place annonce sans détours : « *c'est un tremblement de terre qui va faire beaucoup de morts, mais surtout chez les pauvres. Les constructions des nantis de la vallée ont résisté au choc* ».

Le Népal est l'un des centres mondiaux du tourisme de masse, aux mains des grandes multinationales du secteur. Les adeptes du trek et de l'escalade à grand renfort de logistique ultra sophistiquée voient le Népal comme un eldorado alors que la misère la plus criante s'étale à chaque coin de rue. Plus d'un tiers des 28 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté, et l'espérance de vie n'y dépasse pas 68 ans. Déforestation et pollution accélérées par le tourisme, augmentation du coût de la vie pour les habitants confrontés à l'irruption des denrées alimentaires importées, prolétariat des paysans contraints à devenir porteurs au service des touristes, surexploitation des ouvrières dans les usines textiles travaillant pour les grandes marques occidentales... les ravages de l'économie capitaliste mondialisée sont légions dans ce pays qui voit avec ce séisme une nouvelle plaie s'ouvrir. Et cela n'a rien à voir avec la fatalité.

BIEN DIT

Pour moi, la question arménienne n'est pas une question de réconciliation, mais de réparation et de justice en général. Par mon témoignage, j'ai voulu contribuer à cette lutte de justice, sans cependant mettre beaucoup d'espoir dans cette centième année de commémoration non seulement du génocide des Arméniens, mais aussi du négationnisme en Turquie.

La sociologue, écrivaine et militante turque PINAR SELEK, auteur de *Parce qu'ils sont arméniens* (Liana Lévi 2015), dans *l'Humanité* du vendredi 24 avril.

À la Une

Nos solidarités n'ont pas de frontières!

Quelques jours à peine après le naufrage dramatique d'un bateau en Méditerranée – 800 migrantEs « disparus » –, l'Union européenne (UE) s'est réunie lors d'un sommet qualifié d'« extraordinaire », jeudi 23 avril à Bruxelles. Plus qu'un sommet, c'est plutôt à un summum de cynisme et d'hypocrisie auquel nous avons assisté...

À minimum, sous le coup et la pression d'une émotion internationale, on aurait pu attendre des 28 États membres qu'ils prennent quelques mesures, ne serait-ce que pour justifier les larmes de crocodiles qu'ils versent depuis quelques jours. Il n'en a rien été.

La forteresse se renforce

Remplaçant depuis novembre 2014 l'opération Mare Nostrum (qui était une mission humanitaire dont le but était le secours et le sauvetage des personnes en mer), l'opération Triton bénéficie d'une belle promotion grâce aux décisions européennes. Dotée jusque là d'un budget mensuel de 3 millions d'euros, celui-ci se voit tripler pour « agir vite » selon les mots de Merkel... Concrètement, plus de navires, d'avions, d'hélicoptères et de personnel, mais pour faire quoi? L'opération ou mission Triton aurait pour objectif « la surveillance et le sauvetage en mer »... mais elle est surtout encadrée par l'agence européenne Frontex, dont la mission est de sécuriser la frontière extérieure de l'Europe de Schengen. Ainsi, les États européens prétendent agir pour réduire les naufrages et sauver des vies, mais dans les faits, ils ne savent pas faire autre chose que de surveiller, verrouiller, repousser, se retrancher derrière leurs frontières barbelées...

Tout au plus, les pays européens se sont engagés à accueillir – sans le chiffrer – des migrantEs venus de Syrie. François Hollande a d'ores et déjà indiqué que « *la France prendra sa part* » en accueillant « *entre 500 et 700 Syriens* »... Des chiffres dérisoires au vu des besoins, et des possibilités de la 6^e puissance mondiale.



Hollande a séché ses larmes... DR

Ils arriveront quand même...

Il n'y a pas de solution militaire, et les choix des classes dirigeantes européennes sont donc à proprement parler criminels. Ainsi, en dix ans, on estime que plus de 22 000 personnes sont mortes noyées sur des bateaux de fortune, dont plus de 3 400 sur la seule année 2014. Pourtant, face au désespoir, rien n'est dissuasif, même pas le risque de mourir... Rien ne peut empêcher des dizaines, des centaines de milliers d'êtres humains de fuir les souffrances de la misère et de la guerre, des souffrances dont les grandes puissances, en particulier la France, portent une lourde responsabilité.

Ces migrantEs sont prêts à remettre leur vie entre les mains de passeurs mafieux, qui les dépouillent et les assassinent, pour fuir des pays dévastés. Mais du Nigeria, à l'Érythrée, de la Syrie au Yémen, les dictatures, les bandes armées qui s'affrontent sont le produit d'un

chaos produit par les politiques impérialistes des USA et de l'Union européenne, à commencer par la Libye, pays d'où partent ces bateaux de la mort.

L'internationalisme, c'est la fin des frontières

Les migrantEs ne se retrouveraient pas à la merci des passeurs au péril de leur vie s'ils pouvaient voyager de façon régulière, si les visas ne leur étaient pas refusés, s'ils pouvaient circuler librement... C'est toute cette politique de non-asile qui doit radicalement changer, en donnant l'absolue priorité à la protection, à la sécurité et à la santé des migrantEs. Cela suppose d'en finir avec Frontex et d'assurer le droit d'asile à celles et ceux qui fuient les guerres, la misère, la répression, les catastrophes climatiques...

En rupture avec la logique capitaliste qui met les peuples et les travailleurEs en concurrence, la

fin de la criminalisation de l'immigration, la liberté de circulation et d'installation, l'égalité des droits pour toutes et tous dans les différents pays de l'Union européenne, sont les combats que doivent mener ensemble celles et ceux qui sont indignés par les drames quotidiens d'une mer Méditerranée devenue un véritable cimetière. Ici, cela passe par la régularisation de tous les sans-papiers et l'octroi aux étrangers qui le souhaitent de tous les droits de résidence et de citoyenneté, dont le droit de vote.

C'est pour ces exigences que nous manifestons ce 1^{er} Mai. Contre les politiques sécuritaires et racistes qui profitent à l'extrême droite, c'est une journée internationale que nous devons plus que jamais placer sous le sceau de l'internationalisme, de la solidarité entre les peuples.

Marchons, manifestons, luttons!
Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou

IMMIGRATION

Un autre monde est possible : ouvrons les frontières!

Tous nos dirigeants, François Hollande le premier, ne sont pas seulement des criminels. Ce sont aussi des hypocrites...

Criminels parce que la seule raison pour laquelle des migrants meurent et que des passeurs en profitent, c'est parce qu'on interdit l'immigration. Sans frontières, pas de morts ni de business. Alors que la Méditerranée devrait être une zone d'échanges, elle devient une zone militarisée. L'Europe fait la guerre aux migrants, et la première conséquence d'une guerre, ce sont les morts. Hypocrites parce que les justifications reposent sur des mensonges et ne bénéficient qu'aux riches.

C'est l'Europe qui crée la misère dans les pays du Sud...

Cela ne date pas d'hier mais l'Union européenne continue d'imposer des traités inégaux au Sud. Pour ne prendre qu'un exemple, l'accord entre l'Union européenne et 15 pays d'Afrique de l'ouest dit APE (Accord de partenariat économique) interdit la taxation de produits importés d'Europe, poussant à la misère des millions de familles dépendant de l'agriculture. Ajoutons les interventions militaires, le pillage des ressources naturelles, les intérêts

d'une dette pourtant plusieurs fois remboursée, et les conséquences du réchauffement climatique...

...alors que l'immigration enrichit la France

Un rapport commandé sous la présidence de Sarkozy en 2010 confirmait que l'immigration bénéficie financièrement à la France. L'auteur du rapport, l'économiste Xavier Chajnicki, chiffrait pour 2005 la contribution nette de l'immigration à 3,9 milliards d'euros. Car c'est une population jeune qui cotise plus qu'elle ne coûte socialement.

La France n'est pas un pays d'accueil

Les termes ne sont pas neutres. Concernant l'immigration, ils sont même racistes. Alors il faut le répéter : il n'y a pas d'« invasion » et la France n'accueille pas la « misère du monde ». La population étrangère est dans notre pays parmi les plus faibles d'Europe, derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Italie. Alors qu'elle est aujourd'hui de 5,9% en France, elle est ainsi de 11,2% en Espagne. À noter que les étrangers en situation illégale représentent une goutte d'eau : environ 0,3% de la population. Et alors qu'un pays de 4 millions d'habitants comme le Liban accueille 1,3 million de réfugiés syriens (chiffres de l'UNHCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés), le gouvernement français, lui, vient « généreusement » de proposer d'en accueillir entre 500 et 700...

Un monde à changer

HYPOCRISIE ET BARBARIE. Chaque jour, cinq personnes sont condamnées à la peine de mort dans les 58 pays qui la pratiquent encore. 778 ont été exécutées en 2013, et plus de 18 000 personnes sont actuellement dans le couloir de la mort dans l'attente de leur exécution. Cinq Français sont actuellement condamnés à mort : en Thaïlande, Chine, États-Unis, Maroc, et donc en Indonésie. La France arrive à vivre avec cette horreur, certains réclamant même le retour de ce châtement. Mais, dans un bel élan national digne de « l'esprit du 11 janvier », elle ne supporte pas l'idée de la mise à mort d'un occidental chez des ex-colonisés ! D'ailleurs, à part les plages de Bali, qu'y a-t-il en Indonésie ? En mars, l'Égypte a condamné à mort 529 personnes suite aux manifestations pro-Morsi. Pourtant, il y a quelques semaines, la France a vendu 24 Rafales à ce pays. Le nouveau régime n'a pas aboli la peine de mort,

et d'ailleurs il semble que le sujet n'ait pas été abordé avec lui lors de la signature des contrats...

Aux États-Unis, depuis 1970, 8 000 personnes ont été condamnées, une majorité est noire. Et depuis 1974, 1 320 ont été exécutées. L'Académie américaine des sciences indique même que 4,1% auraient été innocents. Mais les États-Unis sont nos alliés, et on ne parle pas de ces choses là à son allié...

Champion toutes catégories, selon Human Rights Watch, la Chine aurait exécuté « seulement » 4 000 personnes en 2013. Certes moins que les 10 000 exécutés dix ans auparavant. Mais l'État français n'ose pas trop en parler non plus aux représentants chinois, ceux-ci nous achètent tellement de belles usines, des avions...

En Indonésie, et partout dans le monde, la peine de mort doit disparaître. Le symbole d'une barbarie que nous ne cesserons de dénoncer.

LIBYE

Le chaos et les responsabilités de la France

À l'occasion du sommet européen imposé par le drame des naufragés, Hollande s'est voulu critique en déclarant qu'il fallait « réparer les erreurs du passé » en Libye. Il ne manque pas de culot et de cynisme, lui qui, il y a peu, y envisageait une nouvelle intervention...

En 2011, il avait bien sûr soutenu Sarkozy, Cameron et leur allié qatari lors de l'aventure militaire. Une intervention commanditée par les USA sous l'égide des Nations unies. Hollande veut aussi se donner bonne figure en qualifiant les passeurs de « terroristes » ou, comme Renzi, d'« esclavagistes ». Les mots ne coûtent rien, mais si aujourd'hui plus de 90% des immigrés qui gagnent l'Italie viennent de Libye ou transitent par la Libye, c'est bien le produit de la politique libérale et impérialiste des grandes puissances. C'est elle qui a engendré le chaos, semé la guerre, la misère, détruit l'économie en Libye comme en Irak, en Syrie, dans la région du Sahel ou aujourd'hui au Yémen. Ce chaos nourrit les groupes intégristes, terroristes, qui enrôlent des hommes sans autres possibilités de survie, en les embrigadant au nom de la religion pour participer, eux-aussi, à leur niveau, à l'exploitation des masses déshéritées, sans ressources, désespérées.



En 2011, un drapeau français... sur char libyen. DR

Présent en Syrie, en Irak et dans le Sinaï égyptien, l'État islamique a pris pied en Libye en profitant du désordre dans un pays livré aux milices. Il ne laisse pas le choix : se soumettre, payer, ou risquer de mourir. De nombreux Éthiopiens, dont les 28 chrétiens exécutés par Daech le 19 avril, ont quitté leur pays pour aller chercher du travail en Libye ou dans l'espoir de rejoindre l'Europe. La main-d'œuvre étrangère était nombreuse en Libye avant que le pays ne s'effondre après la chute de Kadhafi.

Concurrence et frontière nationales

Ce n'est pas au secours du peuple libyen qu'ont volé, en 2011, les Mirage français, Eurofighter britanniques, F16 américains. Les grandes puissances se sont précipitées pour tenter d'étouffer l'incendie des révolutions arabes. Tous les moyens furent alors bons pour mettre en place un contre-feu, en renversant le dictateur avant que la population ne s'en charge, en s'appuyant sur toutes les autres forces réactionnaires, les démagogues sachant manier la

parole d'Allah, pour faire taire toute contestation sociale. Ces dernières ont ensuite formé les milices rivales qui pillent la population.

« Si le monde reste indifférent à ce qui se passe en Libye, alors, même si on met davantage de moyens, davantage de surveillance, davantage de présence en mer, davantage de lutte contre les terroristes, il y aura toujours cette cause terrible qui est le fait que ce pays n'est plus dirigé, n'est même plus gouverné, il est dans le chaos », dit Hollande. Ce chaos est la conséquence de la politique des grandes puissances, dont la France. Plus de surveillance, plus de moyens policiers et militaires, voire une nouvelle intervention ne peuvent que l'aggraver. Les conséquences dramatiques de leur politique explosent à la face du monde, de leur monde capitaliste qui dresse les travailleurs les uns contre les autres sur le terrain du marché du travail mondialisé tout en cherchant à les enfermer dans des frontières. La conflagration ne peut trouver d'issue que dans l'absence de processus des révolutions du monde arabe, la solidarité des travailleurs de tous les bords de la Méditerranée.

Yvan Lemaître

L'accroissement de la population en France est... français

En trente ans, la population française s'est accrue de 10 millions de personnes. Et la part des étrangers a baissé, passant de 6,3% à 5,9%. Le solde annuel de l'immigration est entre 30 et 50 000 immigrés. Par ailleurs, il faut souligner que moins de la moitié des immigrés en France proviennent d'Afrique et du Maghreb, alors que presque la moitié viennent des autres pays européens.

Un obstacle à une véritable circulation

On parle beaucoup d'immigration mais très peu d'émigration. Or les flux migratoires se font dans les deux sens. Il y a aujourd'hui 1,68 million de Français installés à l'étranger, chiffre qui a doublé en vingt ans. Selon les démographes, la tendance actuelle des migrations est

« circulaire », c'est-à-dire qu'elle n'est pas une immigration définitive. Et cela est vrai pour tous les pays. Mais c'est le renforcement du contrôle de l'immigration qui contrecarre cette tendance pour les migrantEs venant en Europe.

Levons les obstacles, pour la liberté de circulation

Les obstacles à la circulation des personnes ne limitent pas les flux vers l'Europe. Mais ils provoquent la mort de milliers de migrantEs, favorisent la militarisation de nos sociétés et le renforcement de l'État policier. Ces obstacles sont une condition à l'imposition de conditions discriminatoires pour les migrantEs en Europe. Celle-ci créent une pression à la baisse pour les salaires, les conditions de travail, l'accès à la santé, au logement, à l'éducation pour tous les travailleurEs.



Droits devant!! à la manifestation contre le racisme samedi 21 mars. Photothèque Rouge / JMB

La levée des obstacles à la circulation des personnes créerait les conditions d'une situation beaucoup plus fluide

et équilibrée dans les échanges de population.
Denis Godard

Le chiffre

7500

C'est, en dollars s'il vous plaît, le tarif pour pouvoir déjeuner avec Juppé ce 1^{er} mai au Rockefeller center à New York. D'après le journal Sud Ouest, il lèverait des fonds pour les présidentielles...



Agenda

Vendredi 1^{er} mai, fête du NPA 67, Strasbourg. À partir de midi, buvette, barbecue, repas végétarien... salle et jardin de l'Ares, 10 rue d'Ankara, Esplanade Strasbourg.

Vendredi 8 mai, journée contre le colonialisme, Nancy. À partir de 13h, déjeuner, concerts et prises de parole, parc de la Pépinière.

Samedi 9 mai, 4^e fête anticapitaliste, Paris. Programme en page 10.



NO COMMENT

On est un Français quand on n'est pas un ennemi de la France. La carte d'identité ne fait pas un Français!

Le député-maire de Nice UMP CHRISTIAN ESTROSI, interrogé sur France 3 dimanche 26 avril, où il a aussi évoqué la « cinquième colonne » islamiste, et la « troisième guerre mondiale » déclarée à « la civilisation judéo-chrétienne »...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



HOLLANDE ET LE PCF

Je suis venu te dire que je m'en vais...



Merci et au revoir... DR

Lors de son talk-show insipide sur Canal + le 19 avril dernier, Hollande a comparé le discours de Marine Le Pen à un « tract du Parti communiste des années 1970 ». Ce n'est pas une boulette, mais bel et bien le révélateur d'une orientation profonde.

Après Sarkozy qui mettait il y a peu un trait d'égalité entre le discours de Marine Le Pen et celui de Mélenchon, Hollande use donc d'une analogie proche : « Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970. En pensant qu'on peut fermer les frontières, qu'on peut nationaliser les industries, qu'on peut sortir un certain nombre de capitaux de notre pays sans risque. Sauf que le Parti communiste, il ne demandait pas qu'on chasse les étrangers, qu'on fasse la chasse aux pauvres... ».

La petite sortie de Hollande a fait le buzz, et a donné l'occasion à plusieurs médias de remettre en lumière l'orientation suivie par le PCF il y a quelques décennies. Il est vrai qu'à la fin des années 70 et au début des années 80, ce parti avait lancé une campagne « produisons français », et certains de ses illustres représentants avaient même tenu des propos allant assez loin dans la dérive sur la question de l'immigration. « En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine », déclarait ainsi Georges Marchais le 6 janvier 1981 lors d'un meeting à Pantin dans le 93...

Mais, quoi qu'on en dise, contrairement au FN, le nationalisme du PCF s'est toujours mêlé à l'internationalisme de ses militantEs qui distribuaient dans le même temps des tracts appelant à la solidarité entre travailleurs français et immigrés, voire militaient dans des organisations antiracistes. Il n'est pas, comme le FN, héritier d'une tradition d'extrême droite aux accents racistes ou antisémites.

Après «les Républicains», le Parti démocrate?

L'analyse de Hollande est assez symptomatique de la rupture du Parti socialiste, et du gouvernement Valls en particulier, avec une partie de son histoire. Avec cette sortie, Hollande tourne le dos à l'union de la gauche qui a été la politique du PS de Mitterrand à Jospin, voire à la gauche elle-même. Il opère un recentrage « libéral-démocrate », avec éventuellement la recherche d'alliés au centre.

Ainsi, Hollande renoue avec son propre engagement de 1984 quand il se prononçait pour « une modernité démocrate », faisait l'éloge de la libre entreprise et prônait la « liberté avant tout ». Depuis, il n'a eu de cesse de faire que le PS opère une mue libérale plus ou moins radicale, en voulant imposer une « troisième voie » à la Tony Blair. Son arrivée au pouvoir, il y a trois ans, et la politique qu'il mène depuis en faveur de la finance et des plus riches, en est la consécration, sans oublier la nomination d'un banquier à l'économie!

Entre 1984 et aujourd'hui, Hollande, l'homme de parti, orfèvre de la synthèse, a parfois varié, au gré des alliances et des rapports de forces. Mais sur le fond, il n'a jamais changé: il a toujours voulu redéfinir le « socialisme », et transformer son parti en parti démocrate à l'américaine, aujourd'hui obsédé par l'ordre républicain et la sécurité nationale.

Aujourd'hui, avec tout de même en tête le risque d'approfondir la crise du Parti socialiste, il semble prêt à organiser la rupture à gauche.

Sandra Demarcq

“ On n'oublie pas Brahim Bouarram. L'extrême droite a été et reste un danger. ”

Entretien. Comme chaque 1^{er} Mai depuis 20 ans, à l'initiative de l'ATMF (Association des travailleurs maghrébins de France), les antifascistes et antiracistes se réuniront sur le Pont du Carrousel. En des temps où certains voudraient dédramatiser le F-Haine, nous serons là pour rappeler la vraie nature de ce parti raciste et xénophobe. À l'occasion de ce triste anniversaire, nous avons posé quelques questions à **Nacer El Idrissi**, président de l'ATMF.

Que s'est-il passé le 1^{er} mai 1995 sur le Pont du Carrousel?

Le 1^{er} mai 1995, Brahim Bouarram profitait d'une journée ensoleillée en se promenant à proximité du Pont du Carrousel. Il avait 29 ans et était père de deux enfants. De l'autre côté de la Seine se déroulait le cortège annuel du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc. Des militants du FN ont quitté le défilé et ont jeté Brahim Bouarram dans la Seine, parce qu'il avait un physique de type maghrébin. Il est mort noyé.

Pourquoi l'ATMF et d'autres organisations antiracistes continuent-elles à organiser ce rassemblement annuel depuis 20 ans?

En premier lieu, cette commémoration vise à honorer sa mémoire et soutenir sa famille. Perdre un proche est toujours un drame, mais lorsque celui-ci est victime d'un crime raciste – par définition totalement gratuit – c'est encore plus odieux. Venir chaque 1^{er} mai au Pont du Carrousel, c'est pour nous un moyen de dire à Brahim et à ses proches qu'on ne l'oublie pas. Mais cette commémoration a aussi une tournure plus militante, car nous la dédions à toutes les victimes de crimes racistes. Parce que malheureusement, le meurtre de Brahim Bouarram est loin d'être un acte isolé. Il nous semblerait insupportable que les autres victimes soient oubliées.



Ainsi, nous participons aussi à d'autres commémorations à la mémoire de victimes de crimes racistes. Par exemple, celle pour Ibrahim Ali, tué le 21 février 1995 par des collègues d'affiches du FN à Marseille.

En rappelant ces meurtres, nous voulons aussi faire passer un message: l'extrême droite a été et reste un danger, car le racisme est loin de se limiter aux simples discours politiques. Quand les propos racistes se banalisent, les actes suivent et entraînent la mort d'innocents.

Face à la banalisation du Front national, considéré aujourd'hui par beaucoup comme un parti fréquentable, la lutte contre le racisme vous semble-t-elle encore une question d'actualité?

Si les récents résultats électoraux du FN sont préoccupants,

malheureusement il est loin d'être isolé dans les positions de nos politiques. Les discours haineux et discriminatoires se sont banalisés: contre les Roms, contre les migrants, contre les Français de confession musulmane, contre les quartiers populaires, contre la communauté LGBT... Tout cela avec la complicité de nombreux médias qui les relaient sans aucune retenue ni mise en perspective.

Dans un contexte aussi propice à l'intolérance, la recherche de boucs-émissaires avec la crise économique, le sentiment de « perte de repère » dans nos sociétés, les tensions géopolitiques, etc., alimentent les amalgames et créent des divisions dans nos sociétés. Nous vivons dans un climat malsain, car nos politiques jouent des tensions communautaires pour séduire un électeur crédule.

Ces discours se traduisent au quotidien par des actes racistes: violences et insultes contre les personnes (avec des agressions de femmes voilées), dégradations de biens (récemment, nous avons assisté à la multiplication des attaques contre les lieux de cultes en France), discriminations basées sur l'origine dans de multiples domaines (accès à l'emploi et aux formations, logement, santé...)... C'est pourquoi nous militons tous les jours et nous commémorons chaque année la mémoire de Brahim Bouarram et celle de toutes



DR

les autres victimes du racisme. Car si le racisme tue, l'indifférence, la passivité et le silence sont ses meilleures armes.

Propos recueillis par **Alain Pojolat**

APRÈS LE 9 AVRIL ET LE 1ER MAI

C'est quand qu'on va où?

Tout avait bien commencé: fort du succès du 9 avril, les quatre organisations à l'initiative de cette journée se sont revues dès le lendemain pour échanger sur la poursuite de la mobilisation. Après accord sur le fait que le premier mai n'était pas une suite en soi, le 15 avril dernier, la CGT invitait les autres organisations pour préparer cette journée...



Carrefour dans la rue le 9 avril, ce n'est qu'un début... PHOTOTHÈQUE ROUGE/AUZÉE B.

Préparer l'affrontement

Pour impulser la réplique nécessaire au 9 avril, il faudra attendre le 11 ou le 12 mai prochain pour une nouvelle réunion intersyndicale, avec ou sans FO, qui devrait déboucher sur une mobilisation en juin. C'est tard, alors que la loi Macron aura déjà été votée au Sénat et que celle relative au dialogue social, qui baisse

le nombre de représentantEs du personnel et affaiblit le CHSCT, sera déjà en discussion au Parlement... Grèves dures dans le nettoyage, agitation pour l'augmentation des salaires depuis plusieurs semaines chez Carrefour Market, deuxième mois d'occupation à Sambre-et-Meuse, journée de grève contre la réforme du collège le 19 mai...

La braise est là qui couve sous la cendre. Aux équipes syndicales combattives de « souffler sur quelques lueurs pour faire de la bonne lumière », en s'adressant ce jour-là aux militantEs mais aussi aux travailleurEs pour qui, outre le lien syndical qui peut exister dans leur entreprise, le 1^{er} Mai demeure une référence.

Un jour de lutte, dont l'origine est celle menée à partir de 1884 par les ouvriers américains pour la mise en place de la journée de 8 heures. Une tradition bien vivante, entretenue par exemple à Marne-la-Vallée (77) depuis 2012 par l'organisation d'une manifestation locale à l'initiative d'un spectre syndical et politique qui va de la CNT à la FSU, de l'AL au PCF, pour rejoindre ensuite le défilé parisien. Une échéance de mobilisation, alors qu'une vingtaine de bourses du travail sont menacées d'expulsion par des maires de droite, mais pas seulement...

Sans conteste, « le futur appartient à celui qui a la plus longue mémoire. » **LD**

SYRIE À la télé, et bientôt sur les tapis rouges ?

Dire la vérité, toute la vérité, ne fait typiquement pas partie du job de dictateur. Du coup, il est difficile de comprendre ce que la chaîne de télévision publique France 2 aurait voulu apprendre en donnant la parole à un exemple particulièrement sanguinaire de l'espèce...

Lundi 20 avril, dans le cadre du journal télévisé de 20 heures, a été diffusée une interview que le président syrien Bachar el-Assad avait accordée la veille à David Pujadas.

Opération de com'

Le journaliste qui s'est rendu à Damas pour mener l'entretien, avait fait sa demande d'interview il y a un an et demi selon ses propres dires. Cela signifie très clairement que c'est la dictature syrienne qui a choisi le moment opportun pour lancer son opération de communication vis-à-vis du public français. Soit après la publication récente d'un rapport de « Human Rights Watch » accusant le régime syrien d'avoir (encore) usé d'armes chimiques, une attaque au gaz de chlore perpétrée le 16 mars dans la région d'Idleb ; après la publication, également en mars, d'un rapport détaillé de l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui a recensé près de 13 000 personnes mortes sous la torture en Syrie depuis 2011...

L'interview de Bachar el-Assad n'a contribué en rien à faire la lumière sur ces horreurs. Cela ne nous étonnera pas. Mais il est étonnant que son interview soit diffusée en « prime time » à la télévision publique française. Certes, l'intervieweur a bien tenté d'aborder timidement les questions qui fâchent, évoquant l'attaque au gaz de chlore : « encore un faux



Dictateur, vu à la télé! DR

récit » selon Assad, qui confirme en attendant tous les autres types de bombardement, affirmant que « nos armes conventionnelles suffisent ». Pujadas a aussi abordé la présence de troupes iraniennes en Syrie, présence démentie par el-Assad, alors qu'un général pasdaran iranien a été tué à Deraa en Syrie en février 2015...

Retour à la normale ?

Une question attire particulièrement l'attention : durant l'interview, el-Assad affirme qu'il existe « des contacts » avec les services de renseignement français, ajoutant (en jouant sur les mots) « mais pas de coopération ». À l'heure où le gouvernement français maintient la rupture des relations diplomatiques

avec la dictature syrienne, rupture initiée sous Sarkozy entre mars et mai 2012 en concertation avec d'autres capitales européennes, une partie de l'appareil d'État a visiblement ouvertement quitté cette ligne depuis plusieurs mois. En effet, certains secteurs dans « les services » et dans l'appareil policier considèrent que le régime d'el-Assad serait un précieux allié dans la lutte contre les djihadistes... que ce dernier a pourtant contribué à faire monter en puissance en Syrie, préférant choisir son ennemi : plutôt Daesh qu'un mouvement de masse anti-dictatorial ! Certains flics et barbouzes sont nostalgiques du temps où el-Assad assistait au défilé du 14 juillet, à Paris, sur la tribune d'honneur.

C'était il n'y a pas si longtemps que ça, en juillet 2008.

Les hommes des « services » ne sont pas les seuls à vouloir revenir en arrière. Quatre députés français, trois de droite UMP/UDI et un PS, Gérard Bapt (président du Groupe d'amitié France-Syrie de l'Assemblée nationale) s'étaient rendus en Syrie fin février. Trois d'entre eux avaient alors personnellement rencontré el-Assad. Et pour échapper à une sanction du PS, un temps envisagée, Bapt a dû promettre à son retour qu'il allait mettre en sommeil le Groupe d'amitié qu'il présidait. Mais il ne s'agit que d'une suspension.

Les affaires sont les affaires

Faut-il attendre que le régime se soit reconsolidé sur une plus grande partie du territoire syrien ?

C'est en tout cas la politique suivie par certaines grandes entreprises françaises. Alors que le PIB syrien s'est effondré de moitié (et que l'espérance de vie moyenne des Syriens a reculé de vingt ans...), les affaires ne vont pas fort, et les entreprises françaises se sont repliées sur les pays voisins... tout en gardant souvent un pied en Syrie, attendant peut-être les juteux marchés d'une future reconstruction. Ainsi TOTAL, les fromageries Bel, Air Liquide et Lafarge garderaient encore leurs bureaux ouverts à Damas, alors que l'activité économique y a la plupart du temps cessé.

Ajoutons enfin que peut-être par russophilie (le pouvoir de Poutine soutenant celui de Damas), une partie de la gauche française souhaite elle aussi maintenir des contacts officiels avec la dictature syrienne. Ainsi, ce 20 mars, dans le cadre d'une interview donnée à BFM TV et à RMC, Jean-Luc Mélenchon a répondu à la question de savoir s'il fallait renouer des liens avec le régime d'el-Assad : « Évidemment ! Avec qui voulez-vous parler ? »

Bertold du Ryon

ROYAUME-UNI Crise sociale et politique

Au moment où les Britanniques s'appêtent à élire ce 7 mai un nouveau Parlement, à en croire certains médias en France, le gouvernement Cameron serait un modèle de réussite. Mais derrière les chiffres – croissance annuelle de 2,6% en 2014 et taux de chômage de 5,7% –, peu de choses ont changé, si ce n'est en pire, pour l'immense majorité de la population, en particulier pour les 10% les plus pauvres.

La croissance est largement alimentée par une augmentation de la dette, dont celle des ménages qui, à 140% du revenu, est plus élevée que dans la zone euro ou aux USA. Quant à l'emploi, c'est l'explosion du nombre de travailleurs pauvres et d'emplois précaires, comme les fameux contrats à « zéro heure ». Les coupes budgétaires dans les services publics, comme l'aide aux personnes âgées, ont rendu la vie plus difficile pour les plus pauvres, et les réductions des allocations, dont la scandaleuse attaque contre les droits des handicapés, ont révélé toute la brutalité de ce gouvernement dont le cabinet est truffé de millionnaires. Au final, les Britanniques ont connu la plus forte baisse de leur pouvoir d'achat depuis la crise des années 1930.

Crise de la représentation politique

Dans une telle situation, les travaillistes devraient être en route pour une victoire écrasante. Mais la timidité de leurs promesses et leur volonté affirmée de mener une politique d'austérité (plus « soft ») font que beaucoup de gens ne voient plus de différence entre les deux grands partis, actuellement à égalité dans les sondages. Ce phénomène de désaffection, à l'œuvre depuis des années, s'accélère. En 1951, ils se partageaient 97% des voix, en 2010 plus que 65%...

Aujourd'hui, le vide est rempli d'abord par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) qui, depuis sa première place aux dernières élections européennes, mène une campagne haineuse anti-immigrés et islamophobe et pour la sortie de l'UE. D'autre part, en Écosse, après la dynamique autour du référendum l'année dernière, les sondages donnent les nationalistes du SNP comme grands vainqueurs, et des pertes historiques pour un Parti travailliste longtemps dominant dans ce pays. Et le Parti vert, qui en 2010 faisait moins de 1% des voix avec une seule élue, oscille aujourd'hui dans les sondages entre 5% et 10%.

Le système électoral (uninominal à un tour) favorise les grands partis, au point que UKIP, avec environ 15% des voix, ne remportera sans doute que 5 ou 6 des 650 sièges du Parlement ! Néanmoins, il est très probable qu'aucun parti n'aura une majorité à lui tout seul et qu'il y aura soit une nouvelle coalition, soit un gouvernement minoritaire très fragile. Quant au SNP en Écosse et aux Verts en Angleterre, ils ont un programme certes bien plus à gauche que celui des travaillistes, mais ils diffèrent peu de ce qu'étaient les grands partis sociaux-démocrates d'il y a 40 ans, et lorsqu'ils sont au pouvoir, au Parlement écossais ou dans des municipalités, leurs politiques sont loin des promesses...

Une alternative anticapitaliste ?

La seule alternative de gauche anticapitaliste peu visible à ces élections est celle qui est portée par les candidats de la liste TUSC (la coalition syndicale et socialiste), qui a le soutien, entre autres, du syndicat des cheminots (RMT), du Socialist Party et du Socialist Workers Party. Elle sera présente dans 130 circonscriptions. La nouvelle formation Left Unity, initiée entre autre par Ken Loach, présente des candidats dans 11 circonscriptions, dont 7 unitaires avec TUSC. Il y a quelques années, les immenses mobilisations contre la guerre avaient donné naissance au parti Respect, mais depuis son éclatement, la gauche anticapitaliste reste divisée et affaiblie. Pourtant, les intentions de vote pour le SNP et les Verts montre qu'il existe des possibilités. La reconstruction d'une nouvelle force anticapitaliste, conjuguée à une remontée des mobilisations sociales, sera nécessaire pour répondre à ces espoirs.

Ross Harrold

AFRIQUE DU SUD Libéralisme et xénophobie

La vague de xénophobie qui frappe l'Afrique du Sud révèle de manière dramatique la situation sociale du pays engendrée par la politique néolibérale du gouvernement.

Ce n'est pas la première fois que l'Afrique du Sud connaît des violences xénophobes. Déjà en mai 2008 dans la capitale économique Johannesburg, des violences similaires avaient éclaté faisant 62 morts, des nombreux blessés, et provoqué le déplacement de 100 000 personnes. Et régulièrement des violences racistes sont enregistrées contre les populations originaires des pays voisins comme le Zimbabwe, le Malawi, le Mozambique ou la Zambie.

Aujourd'hui ces violences ont éclaté dans les townships de Durban, le principal port du pays. Elles viennent après les déclarations du mois de mars de Goodwill Zwelithini, roi des Zoulous, très écouté dans la région du KwaZulu-Natal où précisément se situe Durban, affirmant que les étrangers devaient « faire leurs bagages et quitter » le pays... Lui emboitant le pas, quelques jours plus tard, Edward Zuma, le fils du président, se disait persuadé dans une interview que les étrangers représentaient une véritable « bombe à retardement » et de préciser sa pensée : « Nous ne pouvons écarter la possibilité d'un coup d'État dans le



À Johannesburg, des milliers de Sud-Africains ont défilé pour dire « Non à la xénophobie » ce 23 avril. DR

futur. Le gouvernement doit expulser les illégaux ». Rien de moins ! Quant au secrétaire de l'ANC, Gwede Mantashe, l'organisation politique qui dirige le pays, il n'a rien trouvé de mieux que de proposer de « regrouper les étrangers dans des camps pour les recenser ».

La politique du bouc émissaire...

Pourtant, en menant une politique libérale largement tournée contre les intérêts des travailleurs et des populations, c'est bien l'ANC qui a créé ce climat malsain. Quelles que

soient les latitudes, les recettes libérales produisent les mêmes dégâts sociaux, et les élites utilisent les mêmes combines en détournant le mécontentement contre les populations les plus précaires. Elles confortent l'idée que les étrangers sont vus comme des concurrents au niveau de l'emploi, accusés d'accepter des salaires bien plus bas que ceux des nationaux, ou de brader les prix dans leurs petits commerces. Dans le même temps, on assiste à l'émergence d'une bourgeoisie noire issue de l'ANC qui profite largement

du « Black Economic Empowerment », favorisant son insertion dans les directions des grandes entreprises. On ne compte plus les scandales révélés par la presse concernant le gaspillage d'argent et le comportement bling-bling des élites du pays. La corruption se généralise. Ainsi, 15 millions d'euros d'argent public ont été détournés pour une rénovation luxueuse de la résidence privée de Jacob Zuma... dans un pays où des millions de personnes continuent de vivre dans des bidonvilles insalubres.

Face à l'approfondissement de la politique libérale de l'ANC soutenue par le SACP (le Parti communiste sud-africain) et la principale confédération syndicale, le Cosatu, une recomposition politique s'opère à gauche, à partir notamment du puissant syndicat de la métallurgie, le Numsa, qui compte plus de 350 000 membres et qui construit l'United Front. L'objectif est la création d'un parti défendant les intérêts des travailleurs, capable d'unifier les nombreuses luttes qui se déroulent dans le pays.

L'espoir réside dans cette nouvelle offre politique qui concourt à empêcher que les populations ne s'engouffrent dans une impasse tragique.

Paul Martial

VIETNAM



ÉCHEC AU ROI!

Dossier réalisé par Pierre Rousset

Il n'y a aujourd'hui rien d'inhabituel à ce que les États-Unis perdent une guerre. Ce n'était pas le cas le siècle passé. Il y a tout juste 40 ans, la débâcle de 1975 au Vietnam fut un événement d'autant plus significatif que Washington avait des années durant mobilisé ses gigantesques moyens pour l'emporter, tant le bras de fer indochinois avait une portée internationale majeure. Entre révolution et contre-révolution, confrontation des « blocs » est-ouest et conflit sino-soviétique, le Vietnam était le « point focal » de la situation mondiale dans une configuration géopolitique sans équivalent depuis. Le 30 avril 1975, l'Armée populaire de libération entre sans coup férir dans Saïgon à la suite d'une offensive éclair. Le régime saïgonnais, porté à bout de bras par Washington, s'effondre comme un château de cartes. Pris de court, les États-Unis doivent évacuer les lieux en urgence, des hélicoptères venant récupérer leurs ressortissantEs sur le toit de l'ambassade US, sous l'objectif des télévisions du monde entier! Une terrible humiliation pour la superpuissance impérialiste, alors réputée invincible... Cela faisait une bonne vingtaine d'années que les États-Unis s'étaient engagés contre le mouvement de libération au Vietnam, ayant en effet commencé à intervenir avant la défaite française de 1954 pour se préparer à prendre le relais d'un régime colonial en plein déclin. Il ne s'agissait pas pour Washington de défendre des intérêts particuliers (accès à des marchés, investissements...). L'enjeu était d'emblée géostratégique : porter un coup d'arrêt définitif à toute dynamique révolutionnaire en Asie...

Refouler les révolutions asiatiques

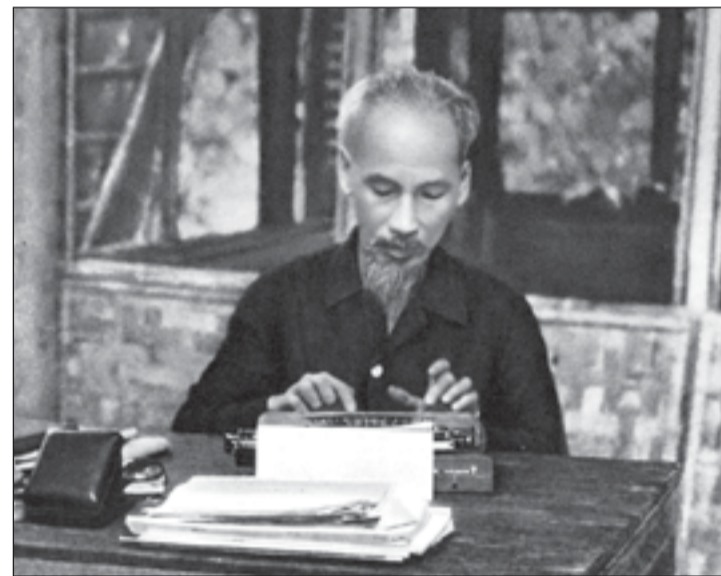
L'Asie est très tôt devenue le principal foyer des luttes anti-impérialistes. C'est en conséquence de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe se sont portées. Mais après la défaite ultime de la révolution allemande (1923), l'attention se porte

L'Asie centrale, musulmane, entre en ébullition. Révolution et contre-révolution se confrontent en Chine à partir de 1925. Durant les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, des mouvements armés de libération se développent de l'Amérique latine à l'Afrique ou aux Moyen-Orient avec pour pays phares Cuba, l'Algérie, la Palestine, l'Angola, le Mozambique... L'impérialisme impose son ordre à coup de dictatures militaires particulièrement sanglantes (Chili, Argentine...), et avec l'aide d'États comme Israël.

Tout le tiers monde est concerné, mais c'est en Extrême-Orient, avec la victoire de la révolution chinoise (1949), que le bras de fer prend une dimension toute particulière. La Chine est le pays le plus peuplé du monde, suivi de l'Inde qui, bien que capitaliste, s'adosse à Moscou pour gagner une certaine indépendance. La France s'avère incapable de briser le combat des Vietnamiens. Des foyers révolutionnaires se multiplient dans la région. Washington veut « contenir et refouler » la vague de libération asiatique sans lésiner sur les moyens.

La Chine dans la mire des USA

On n'organise pas le blocus de la Chine comme celui de Cuba. Sur les plans politique, économique et militaire, il faut construire un immense cordon sanitaire qui s'étend en arc de cercle de la péninsule coréenne à la péninsule indochinoise. Washington verrouille à l'est : c'est la guerre de Corée (1950-1953) qui laisse jusqu'à aujourd'hui un pays divisé. Il verrouille au sud, faisant de Taïwan une forteresse, là où se sont repliées les armées chinoises contre-révolutionnaires au grand dam des populations locales : le régime du Guomindang représente alors la Chine tout entière au conseil de sécurité de l'ONU... Pour stabiliser ses alliés sud-coréens et taïwanais, les États-Unis favorisent la mise en œuvre de réformes agraires et laissent bien plus de champ libre, que dans d'autres pays du Sud, aux grandes familles possédantes contrôlant des États dictatoriaux et dirigistes. Voilà l'origine du développement inhabituel d'un capital coréen ou taïwanais relativement autonome. Les États-Unis aident le Japon à se reconstruire (comme l'Europe de l'Ouest avec la plan Marshall), tout en le maintenant sous sa tutelle stratégique. D'immenses bases militaires US y sont construites (à Okinawa), ainsi qu'en Corée



Hô Chi Minh, l'un des principaux dirigeants vietminh. DR

Mettre à genoux le « bloc soviétique »

Refouler les révolutions asiatiques n'est pas le seul objectif de l'intervention US à Moscou est aussi visée. Washington veut en finir avec la configuration des « blocs » créée à la Seconde Guerre mondiale la scène internationale. L'enjeu est de taille : permettre de pénétrer à nouveau les immenses territoires du « bloc de l'Est ».

Bien que localisé sur l'Indochine, le conflit vietnamien n'est pas une guerre locale, ni même régionale. Sa portée est proprement mondiale, avec en corollaire le fait que toutes les contradictions de la situation internationale s'y réfractent, conditionnant les données du combat de libération : état du mouvement ouvrier et progressiste en Europe et aux États-Unis, des solidarités ; ouverture (ou non) de nouveaux fronts révolutionnaires dans le tiers monde ; ambivalences de la diplomatie moscovitaire ou pékinoise... Car ambivalentes, il y a. Il n'y a pas équivalence simple entre le « camp révolutionnaire » et le « camp soviétique ». Autant la confrontation « Est-Ouest » est bien réelle, autant l'impérialisme peut jouer sur les intérêts propres de la bureaucratie soviétique (et plus tard de la bureaucratie chinoise) pour faire pression à des moments décisifs sur des mouvements de libération. Les partis communistes asiatiques l'ont très tôt appris à leurs dépens. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec les accords de Yalta et de Potsdam, Moscou accepte que la Chine et le Vietnam restent au sein de la sphère de domination occidentale. Ni le PC chinois ni le



Des GI au Vietnam en juin 66. DR

PC vietnamien ne respectent ce partage du monde négocié secrètement dans leur dos avec les USA et la Grande-Bretagne. En 1954, Moscou et Pékin agiront cette fois de concert pour forcer le PCV à accepter, lors des négociations de Genève, un accord qui est très loin de refléter la réalité des rapports de forces sur le terrain et qui porte en germe une nouvelle guerre : la guerre américaine, la plus terrible de toutes. Les Vietnamiens tirent les leçons de cette amère expérience : une quinzaine d'années plus tard, ils refuseront la

participation des « grands frères » sino-soviétiques aux négociations de Paris, réduites à un tête-à-tête avec Washington et d'où sortiront les accords de 1973, des accords cette fois gagnants.

Divisions et contradictions

La géopolitique mondiale est devenue encore plus complexe avec l'émergence du conflit sino-soviétique au milieu des années 1960, Pékin n'acceptant pas que Moscou ait négocié dans son dos un accord nucléaire avec Washington. Le schisme qui brise de l'intérieur

Antiques

Europe que les
ut d'abord fait sentir.
e vers l'Orient...

du Sud, aux Philippines, en Thaïlande. La 7^e Flotte et ses porte-avions occupent la mer de Chine. Washington verrouille encore, en Asie du Sud-Est insulaire cette fois : c'est le coup d'État de Suharto en Indonésie (1965). Le Parti communiste indonésien (PKI), considéré comme le plus grand parti communiste du monde capitaliste, est éradiqué au prix peut-être de deux millions de mortEs et d'un état de répression générale qui perdurera plus de trente ans. Pour parachever l'encerclement de la Chine, reste l'Asie du Sud-Est continentale. Des guérillas maoïstes sont actives en Malaisie et en Thaïlande. Et surtout la lutte a repris au Vietnam. La division du pays décidée lors des accords de Genève ne devait être que temporaire, en attendant la tenue d'élections que le Vietminh et son principal dirigeant Hồ Chí Minh étaient assurés d'emporter. Pas question donc pour Washington, qui n'a pas signé les accords, que ces élections aient lieu... Au contraire, le régime saïgonnais et les conseillers US entreprennent l'assassinat systématique des cadres révolutionnaires vivant au Sud. Au tournant des années 60, le Parti communiste vietnamien (PCV) a donc décidé de la relance du combat, sachant que cette fois, il ferait directement face aux États-Unis et non plus à la France.

viétique»

u Vietnam. Derrière Pékin,
s » qui domine depuis
re au capital impérialiste

le « bloc de l'Est » représente un véritable casse-tête pour le PCV qui a besoin de l'aide des deux capitales rivales du mal nommé « camp socialiste ». En revanche, c'est une aubaine pour les États-Unis, qui vont pouvoir surfer sur cette nouvelle contradiction. Cet atout ne leur permet pas d'éviter la débâcle de 1975, mais il s'avérera maître les années suivantes avec la formation d'une alliance USA-Chine-Khmers rouges visant à prendre le Vietnam en tenailles. Tout ceci ne doit évidemment pas faire oublier que l'aide fournie par Moscou et Pékin à Hanoï durant la guerre étatsunienne est très importante tant sur le plan économique que militaire. L'URSS et la Chine savent fort bien qu'elles sont visées par l'intervention US au Vietnam. Victorieux, les États-Unis auraient été en position de pousser l'avantage. L'aide sino-soviétique a donc été l'un des facteurs de la résistance vietnamienne. Considérable, elle n'en reste pas moins politiquement mesurée pour ne pas mettre en danger les possibilités de dialogue avec Washington : les missiles capables de protéger le ciel du Nord Vietnam des bombardiers B52 ne sont pas fournis, l'offre d'un compromis (pourri) est maintenue. Mais simplement le PCV n'en veut pas...

Le facteur vietnamien

La géopolitique mondiale d'après 1949 (victoire de la révolution chinoise) et 1954 (défaite française) fait du Vietnam le « point focal » de la situation internationale.

C'est la « tranchée avancée » du combat révolutionnaire, pour reprendre les termes d'un long slogan scandé lors des manifestations de solidarité : « salut à vous, frères vietnamiens, soldats

l'ampleur spectaculaire de ce qui s'était passé dès les années 1920 en Chine. Pourtant, le mouvement national et, singulièrement le PCV, sont contemporains du PCC. Le noyau dirigeant initial de ces deux partis s'est formé dans la foulée de la révolution russe,

expérience de lutte variée avant de s'engager dans une guerre populaire prolongée : dès le tournant des années 1930 en Chine, une décennie plus tard au Vietnam.

Vers une nouvelle période

Avant la guerre américaine, le Vietminh acquiert une légitimité nationale profonde avec la proclamation de l'indépendance en août 1945, puis avec la conduite d'une « guerre du peuple » qui inflige au corps expéditionnaire français la défaite de Diên Biên Phu, un exploit déjà sans précédent face à une métropole coloniale. Les États-Unis s'attaquent donc à un adversaire aguerri et enraciné, même s'ils ne doutent pas de la victoire tant ils sont conscients de leur puissance.

De par sa durée, la lutte de libération au Vietnam incarne toute une période ouverte par la révolution russe. La victoire de 1975 en est en quelque sorte le point d'orgue : elle l'emporte dans un conflit frontal avec l'impérialisme étatsunien. Mais bien que cela ne soit pas immédiatement évident, elle annonce aussi la fin de cette période, du fait de la violence des conflits interbureaucratiques et des crises qui rongent les régimes soviétique et chinois.



Aux USA une jeunesse contre la guerre. DR

de toute première ligne ». Encore faut-il que le mouvement de libération soit à même de porter dans ce pays une très lourde charge : être en « première ligne » face aux États-Unis.

Les luttes anticoloniales au Vietnam n'ont pas pris précocement

avant la stalinisation de l'URSS. Tous deux se sont néanmoins identifiés au « camp socialiste », bien que maintenant une autonomie de décision contrastant avec la subordination directe d'autres partis communistes. Tous deux ont aussi accumulé une

Une guerre totale

L'intervention des États-Unis en Indochine, c'est tout d'abord une escalade militaire sans équivalent en dehors des guerres mondiales...

Les immenses moyens déployés dans la région sont mis à contribution, des bases d'Okinawa à celles de Thaïlande transformées en « porte-avion terrestre ». La 7^e Flotte pilonne les côtes vietnamiennes alors que son aviation peut intervenir en des temps très courts. Les bombardiers géants B52 opèrent eux de très haut, dévastateurs. Pour la première fois, les hélicoptères sont engagés très massivement dans les combats (la France les avait déjà utilisés en Algérie). Napalm, défoliants (l'agent orange qui empoisonne toujours le pays), bombes à fragmentation... À part l'arme atomique et la destruction des principales digues qui aurait noyé sous les flots une partie du Nord Vietnam, deux mesures dont les conséquences internationales étaient imprévisibles, tout est mis en œuvre.

Le corps expéditionnaire US atteint les 550 000 hommes. Deux fois plus de tonnes de bombes sont déversées sur le petit territoire indochinois que par l'ensemble des alliés sur tous les fronts du conflit 39-45. En tout, pas loin de 9 millions de militaires US ont participé au conflit.

Les USA sur plusieurs fronts...

La guerre se mène en de multiples domaines. Au Sud, un plan d'assassinats cible les cadres du Front national de libération, le plan Phoenix qui fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Une réforme agraire est mise en œuvre pour contrer celle héritée



Bûlée par le napalm... et la barbarie impérialiste. DR

du Vietminh et pour tenter de constituer une base sociale au régime saïgonnais (des fermiers capitalistes). Les populations rurales sont regroupées en hameaux stratégiques et un système de contrôle policier, foyer par foyer, est instauré jusque dans les villes pour mieux repérer toute personne non recensée. Pour réduire le nombre des pertes humaines dans le corps expéditionnaire, la « vietnamisation » des forces armées contre-révolutionnaires est décidée...

Aux États-Unis, l'économie est mise à contribution pour l'effort de guerre, ainsi que le corps scientifique à qui le gouvernement demande d'élargir la palette des engins de mort : des bombes pénétrantes pour détruire les tunnels, des détecteurs de chaleur pour repérer la présence humaine, des mines antipersonnelles se fondant

dans l'environnement naturel... Dans leur très grande majorité, les scientifiques s'exécutent sans état d'âme, jusqu'au moment où le mouvement antiguerre prend son envol avec l'augmentation des pertes étatsuniennes : 60 000 GI ont trouvé la mort, pour quelque trois millions de Vietnamiens... Malgré des pertes considérables, qui auront de graves conséquences après la victoire (l'infrastructure militante en cadres révolutionnaires originaires du Sud est très affaiblie), la résistance vietnamienne tient bon. Aux États-Unis, le coût économique devient exorbitant, et le mouvement antiguerre devient un facteur d'instabilité politique interne. L'année 1968 a secoué l'Occident... Washington est forcé à négocier. Deux ans après la signature des accords de Paris (janvier 1973), le régime saïgonnais s'effondre.

Échec mais pas mat

Cette année 1975, dans la foulée de la victoire vietnamienne, le Mozambique proclame son indépendance (en juin), ainsi que l'Angola (en novembre). Tous deux seront cependant envahis par l'Afrique du Sud, mais dans ce dernier pays, le régime d'apartheid trouvera lui aussi sa fin en 1994...



Le 29 avril 1975, l'hélicoptère US quittait Saigon... DR

Les États-Unis ont été mis en échec au Vietnam, mais le Roi n'est pas mat pour autant. Les accords de Paris ne débouchent pas sur un compromis, à l'instar de ce qui s'est passé avec les accords d'Evian de 1962 entre l'impérialisme français et le nouveau régime algérien, bien au contraire. Washington a pour politique de se venger et le conflit se poursuit sous d'autres formes. Dès 1972, en un geste spectaculaire, Richard Nixon s'est rendu à Pékin alors que les combats faisaient rage dans la péninsule indochinoise. Une alliance de circonstance se dessine qui conduit, après 1975, à un front anti-Vietnam entre l'impérialisme américain, la Chine (dont Deng Xiaoping reprend les rênes)... et les Khmers rouges (derrière le paravent officiel de Sihanouk). La guerre n'est pas finie. Washington maintient la pression diplomatique sur le Vietnam, alors que les Khmers rouges, engagés dans une fuite en avant meurtrière au Cambodge, multiplient les attaques frontalières et revendiquent le delta du Mékong. En décembre 1978, l'armée vietnamienne intervient massivement et le régime de Pol Pot s'effondre, les populations déportées retournant chez elles. En février-mars 1979, quelques 120 000 hommes de l'armée chinoise attaquent en plusieurs points la frontière nord. Il revient aux milices locales et aux troupes régionales d'y faire face, les forces régulières vietnamiennes étant engagées sur le théâtre d'opérations cambodgien. Il s'agit en fait pour le PCC de signifier à Hanoï que les archipels des Spratleys et Paracels sont chinois... Une préfiguration des conflits territoriaux maritimes actuels.

Pour le Vietnam, une défaite dans la victoire

La guerre après la guerre précipite une crise au Vietnam. La société sort épuisée de 30 années de conflits. Le régime se durcit encore, alors qu'il a déjà par le passé mis Hồ Chí Minh (décédé en 1969) plus ou moins sur la touche, a écarté Giap à plus d'une reprise, et a mené une purge secrète au sein de la direction, les supposés « pro soviétiques » étant placés pour de longues années

en résidence surveillée. Il craint que la communauté chinoise au Sud du pays ne devienne une cinquième colonne et s'attaque par ailleurs aux gros commerçants capitalistes... souvent chinois. Pékin souffle sur les braises, ce qui provoque l'exode massif des « boat people ».

La défaite des États-Unis de 1975 a eu des conséquences durables. L'impérialisme US a connu un déclin relatif, dont l'Europe aurait pu profiter. Des années durant, il lui a été politiquement impossible de s'engager directement dans une nouvelle guerre. Une fenêtre favorable aux luttes aurait pu s'ouvrir, si les conséquences du conflit sino-soviétiques ne l'avaient pas immédiatement refermée. La défaite dans la victoire n'est pas venue de l'ennemi extérieur, mais de l'ennemi intérieur de toute révolution sociale : la bureaucratie, ainsi que, ne l'oublions pas, de la faiblesse des solidarités internationales, une question toujours très présente. Le peuple vietnamien aurait pu gagner son indépendance en 1936-37 au moment du Front populaire en France ; ou en 1945, si Paris n'avait pu envoyer un corps expéditionnaire à la reconquête de son ancienne colonie ; ou en 1954 si Pékin et Moscou n'avaient pas passé un deal avec Paris ; ou encore en 1968, à la suite de l'offensive du Têt. Il aura fallu attendre 1975, après des décennies de destructions et d'épreuves qui auraient pu être épargnées aux forces de libération et à la population tout entières.



Une affiche célébrant la victoire vietnamienne du 30 avril 1975

GALERIES LAFAYETTE

Non à la fermeture, non aux licenciements!

Propriétaire de l'enseigne Galeries Lafayette, la famille Moulin a annoncé la fermeture des magasins de Belle-Épine Thiais (94), Béziers, et peut-être Lille...

De plus, le dépôt logistique du groupe, basé à Bonneuil-sur-Marne (94), est menacé lui aussi de fermeture. Des réductions d'effectifs sont aussi annoncées dans l'administration du groupe. Au total, c'est plus de 500 postes qui pourraient être supprimés sur l'ensemble du territoire, auxquels il faut ajouter les nombreux postes de démonstratrices qui travaillent pour les marques extérieures.

Pour la direction des Galeries Lafayette, la population du Val-de-Marne ne serait pas adaptée au standing haut de gamme du magasin de Belle-Épine. Ceci n'est qu'un



À Thiais, une liquidation qui ne doit pas passer. DR

prétexte: la direction n'a jamais remis en cause sa stratégie commerciale, et aucun investissement n'a été fait depuis longtemps dans ce magasin littéralement laissé à l'abandon. C'est une logique financière qui est à l'œuvre: il s'agit de fermer des magasins pour en ouvrir d'autres, aux Champs-Élysées, à Milan, à Istanbul, et au Qatar. Et tant pis si cette casse de l'emploi se traduit par des drames humains, les propriétaires n'ont qu'une préoccupation: accroître encore leurs profits.

Et maintenant mobilisation!

Les Galeries Lafayette ont touché des millions de subventions de l'État, et la famille Moulin est classée 25^e plus grosse fortune de France. Ils ont donc les moyens financiers de garantir l'emploi dans les magasins existants. Les salariéEs n'ont donc pas l'intention de se laisser faire!

À l'appel de la CGT Commerce et Services, une première manifestation avait eu lieu le 14 avril au dépôt logistique de Bonneuil-sur-Marne. Le 18 avril au matin, à l'appel de la CGT, environ 150 personnes se sont réunies devant le centre commercial Belle-Épine: employéEs des Galeries Lafayette, syndicalistes CGT et SUD, clientEs... La manifestation a ensuite forcé l'entrée du centre commercial et parcouru plusieurs fois tous les étages des Galeries Lafayette pendant plus d'une heure. Le cortège, très dynamique, a reçu un accueil chaleureux de la part des salariéEs et des démonstratrices restées à leur poste sous les menaces de la direction.

La mobilisation ne fait que commencer, et la lutte continue après le succès de cette manifestation. L'objectif est de contraindre les propriétaires des Galeries Lafayette à payer pour le maintien et le développement de l'emploi dans les magasins menacés. Le NPA apporte tout son soutien aux employéEs des Galeries Lafayette en lutte pour la sauvegarde de leurs emplois.

Correspondants

INGRÉDIA SAINT-POL (62) Halte à la répression syndicale, solidarité avec James et Jérôme!

Alors qu'au mois de janvier, James, un syndicaliste CGT, dénonçait vivement auprès de sa direction les conditions de travail qui se dégradent chez Ingrédia Saint-Pol, celui-ci s'est fait licencier le 24 mars ainsi qu'un collègue très proche de lui, Jérôme.

Par un communiqué et par sa présence, le NPA a tenu à réagir et à les soutenir, en particulier lors d'un rassemblement de soutien le 27 mars, rassemblement exigeant la réintégration de James et Jérôme qui a réuni une soixantaine de personnes. La pression a été mise avec blocage de l'accès de l'usine aux camions.

Pour faire taire celles et ceux qui luttent...

Les deux salariéEs, syndiquéEs à la CGT, se sont vus remettre une lettre de licenciement. La



À Ingrédia, les licenciements ne passent pas. DR

direction utilise bien entendu de faux motifs: « harcèlement sur un intérimaire et alcoolémie au travail »... Mais la

véritable raison est que le 8 janvier 2015, ils avaient osé dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail

ÉCOLE PRIMAIRE

Un laboratoire de contre-réformes éducatives

Des milliers de postes ont été supprimés en 5 ans sous Sarkozy... et bien entendu pas restitués par Hollande. Ainsi, depuis 2008, il manquerait 1 800 postes de remplaçantEs et 4 000 postes d'enseignantEs de RASED (réseaux d'aide spécialisée aux enfants en difficulté). Mais ce n'est pas tout...

Depuis 30 ans, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de revenir sur le nombre d'enseignants mais aussi sur les éléments émancipateurs introduits par touches successives dans l'école. On est bien loin de Montessori qui écrivait: « L'éducation doit être une aide à ce mouvement de la vie en chaque enfant. »

La maternelle comme garderie et l'école élémentaire comme boîte de tri

L'école maternelle devait être le lieu d'accueil des jeunes enfants qui, dès 2 ans, devraient avoir la possibilité de s'ouvrir au monde en étant dans un environnement stable et serein du fait de leur vulnérabilité émotionnelle. Pourtant, aujourd'hui, dans toute la France, 7 000 classes de maternelles accueillent plus de 30 enfants en leur sein! Avec 70 000 enfants supplémentaires scolarisés en deux ans et seulement 2511 postes prévus pour la rentrée prochaine, la scolarisation des tout-petits et des petits est donc la première sacrifiée.

Dans le même temps, l'évaluation de plus en plus précoce en maternelle tend à induire peu à peu l'idée que la grande section de maternelle, c'est bien la « vraie » école parce qu'on y évalue l'enfant... au lieu d'être la « vraie » école parce qu'on y apprend à connaître et à faire. Et cette pédagogie de l'évaluation explose en élémentaire où les dispositifs se multiplient, se superposent: évaluation en CE1, en CM2, et aide personnalisée, projet personnel de réussite éducative, projet personnel de scolarisation... Le seul projet ignoré est celui qui consiste à créer des postes afin que l'effectif



La colère s'exprime devant l'Inspection académique d'Angoulême. DR

maximum soit de 20 enfants par classe, avec une infirmière et des RASED complets par groupe scolaire, des locaux et des supports adaptés sans qu'il soit besoin de les quémander!

Rythmes et refondation de l'éducation prioritaire: le gouvernement poursuit le sale boulot

La vérité des prix, c'est que les enfants sont plus fatigués et toutes les craintes des enseignantEs étaient justifiées: transfert d'activités et d'autorité aux municipalités (par le choix des horaires et donc de l'organisation quotidienne des équipes éducatives), non formation des personnels d'animation recrutés à la va-vite et souvent avec un statut précaire, inégalité territoriale des « nouvelles activités périscolaires » en fonction de la gratuité ou pas...

Ce gouvernement, si soucieux paraît-il des rythmes de l'enfant, a récemment informé la profession d'un nouveau découpage des

zones de vacances scolaires en fonction des intérêts économiques des lobbies touristiques (!). Dans ce qu'ils portent de désorganisation du temps de travail et d'apprentissage et de grignotage du statut des professeurEs des écoles, les nouveaux rythmes restent les premiers facteurs de colère de la profession.

Mais la cerise sur le gâteau est venue cet hiver avec la refondation de l'éducation prioritaire. Loin de concentrer les moyens sur les écoles qui en avaient le plus besoin, elle a surtout permis de faire de nouvelles économies: hausse des effectifs, suppression de décharges de direction... tandis que dans les REP et REP+, c'est toujours « Rien En Plus »! Partout en France depuis des mois, des dizaines et des dizaines d'écoles, parents et enseignantEs, se mobilisent contre des fermetures de classe, le déclassement du réseau d'éducation prioritaire, la perte d'un enseignant sur-numéraire ou d'une décharge de direction.

Après la grève du 9 avril, il s'agit de trouver les moyens de s'unir, par la grève le 19 mai, pour dire non à cette politique de destruction des droits des enseignantEs et du service public d'éducation!

Denise Sarraute

En Charente, des écoles en lutte

Depuis 3 semaines, les maires, les parents d'élèves et les enseignants de nombreuses écoles maternelles et primaires sont en lutte pour tenter de garder dans leurs communes leurs écoles ou les classes menacées par la nouvelle carte scolaire.

Quand les fermetures ont été connues, des manifestations et occupations ont eu lieu. À partir de l'occupation de l'école de Villefagnan, l'idée a été lancée de regrouper les écoles mobilisées. Le 14 avril, à l'appel du Collectif de défense des services publics, s'est tenue à Angoulême une réunion avec 35 personnes, représentant une dizaine de communes. Il a été décidé d'une manifestation devant l'Inspection académique le vendredi 17 avril au moment de la réunion pour la carte scolaire. Les écoles sont venues avec leurs banderoles et pancartes. Plus d'une centaine de personnes, avec de nombreux enfants, se sont retrouvées pour dire leur mécontentement. Rien n'en étant sorti faute de quorum. Rendez-vous a été pris pour le lundi suivant, où il y avait certes un peu moins de monde, mais la détermination était toujours là. Au final, la décision est tombée: fermeture de 18 classes (15 fermetures et 3 transferts), ce qui fait disparaître 9 écoles! 9 autres classes fermeraient aussi à la rentrée si les effectifs ne sont pas suffisants. 8 classes vont ouvrir et peut-être 5 de plus si les effectifs sont suffisants.

Le mouvement n'a pas permis le maintien de toutes les classes et écoles menacées, mais il aura été utile. Rendez-vous est pris pour après les vacances.

Correspondant

RENAULT

Bataille sur un champ

Après l'augmentation de la participation de l'État au capital de Renault, de 15 à 20%, Carlos Ghosn le PDG de Renault et Nissan se rebiffe. Il s'oppose à l'application de la loi permettant aux actionnaires présents dans une société depuis plus de deux ans de bénéficier d'un droit de vote double. Car au sein de Renault, cela doublerait les droits de vote de l'État français.

Ce différend devenu public devrait être tranché lors d'une assemblée générale des actionnaires convoquée pour ce jeudi 30 avril. Pour faire barrage à la volonté de Ghosn, le ministre banquier Macron a acheté provisoirement pour un milliard d'actions Renault, emprunté pour quelques mois sur les marchés financiers. Mais à rusé, rusé

et demi: le film n'est pas achevé et Ghosn dispose encore de quelques possibilités de manœuvres.

La mondialisation hors sol de Renault

L'opposition de Ghosn s'inscrit dans une bataille plus ou moins ouverte, mais persévérante, pour s'autonomiser par rapport à la base historique « nationale » de Renault.

SAMBRE-ET-MEUSE FEIGNIES (59)

Une Scop dans le monde de Zola ?

Bien sûr, de New Fabris aux Fonderies du Poitou en passant par la SBFM et quelques autres, ce n'était pas la première fois qu'Olivier Besancenot traversait une fonderie au côté de salariéEs en lutte pour la défense de leur emploi, de leur outil de travail. Mais cette fois c'est aussi à un voyage dans le temps que notre porte-parole a été invité lundi 20 avril au côté des salariéEs de la fonderie...

Au cours de cette visite, la référence à Zola est dans toutes les têtes et sur toutes les lèvres : sols défoncés, toitures cassées laissant passer vent et pluie, certaines machines manifestement vétustes pour lesquelles il est évident que la sécurité n'est pas à l'ordre du jour, air étouffant voir irrespirable dans certains ateliers, dégagements de gaz dangereux, pollution généralisée, déchetterie à proximité, réfectoire exigü... Évidemment la transition n'en est que plus intolérable lorsque la « visite » se termine par les bureaux de la direction, où le béton détérioré et sale est remplacé par du parquet brillant... et l'air étouffant par la climatisation !



Lundi 20 avril, lors de la visite de soutien d'Olivier Besancenot. Photothèque Rouge / JMB

l'activité de leur ancien directeur, repreneur de l'usine MetalTemple (ex SADEFA) à Fumel en Aquitaine... elle aussi sabordée par son ex-patron (voir *L'Anticapitaliste* n°284).

Dans le même temps, une trentaine de salariéEs envisagent de reprendre l'usine sous la forme d'une Scop. Une reprise de l'usine, avec leur savoir-faire qui permettrait de « repartir » avec 120 salariéEs. Un projet qui pourrait bien décider des repreneurs locaux, comme AFR, à sortir du bois et à avancer eux-mêmes des propositions de reprises. L'enjeu, c'est bien sûr le maintien de la totalité des emplois. Et, là aussi, popularisation et convergence des luttes sont les meilleurs atouts.

Robert Pelletier

Briser le silence médiatique...

Une cinquantaine de salariéEs occupent l'usine depuis le 18 mars, jour de l'annonce de la liquidation judiciaire de l'entreprise (voir *L'Anticapitaliste* n°284). Mais autant que l'inflexibilité patronale, c'est le mur du silence qu'il est difficile d'ébranler. Annoncé dans la presse et les médias locaux, le passage d'Olivier Besancenot a déclenché un réveil des forces syndicales et politiques. En tous cas, c'est l'espoir exprimé par Aurélien Motte, délégué du personnel et représentant CGT : « Nous espérons que les choses vont enfin bouger à présent, avec un écho des médias et des politiques sur le plan national. » Dès l'après-midi, le nouveau secrétaire de la fédération de la métallurgie CGT se rendait sur place. Et d'autres visites sont annoncées : Alain Bocquet pour le PCF, Nathalie Arthaud de LO, etc.

L'urgence est bien à cette popularisation pour imposer une solution industrielle qui conserve les emplois. La responsabilité du gouvernement est autant engagée que celle des patrons de l'entreprise. Ludovic Bouvier, responsable régional de la branche métallurgie de la CGT, dénonce : « On a découvert que l'an dernier, environ 29 millions d'euros de commandes de Mauritanie, du Maroc, etc., avaient été refusées (...). La seule raison, c'est une volonté de couler l'entreprise. » Selon lui, c'est une « affaire d'État : Sambre-et-Meuse avait été vendue avec l'aide de la France à UVZ, en partie contrôlée par l'État russe, dans le cadre du paquet englobant notamment les navires Mistral. L'objectif pour les acheteurs russes était de récupérer le savoir-faire unique de Sambre-et-Meuse en matière de bogies pouvant faire fonctionner un train par -60 degrés, en Sibérie ».

... Pour sauvegarder tous les emplois

C'est dans cette situation, et alors qu'ils sont sans nouvelles des négociations pour leurs indemnités supra légales, que les salariéEs de Sambre-et-Meuse suivent dans la presse

ÉVRY (91) Appel 24, c'est pas fini !

La sixième semaine de grève s'achève à Appel 24 et Sérénité 24, les deux plateformes téléphoniques (voir *L'Anticapitaliste* n°283 et 285)...

Malgré ses 700 000 euros de résultat net publiés pour 2013, le patron continue de prétendre ne pas être en capacité de satisfaire les revendications salariales des grévistes, et refuse toujours de payer les jours de grève. Deux salariéEs sont actuellement en procédure de licenciement : une non gréviste qui n'a pas caché sa sympathie pour ses collègues en lutte, et une gréviste pour une ridicule histoire de casier.

L'inspection du travail a pu constater l'embauche des CDI qui remplacent les grévistes, mais n'étant ni des CDD ni de l'intérim, elle n'a pas considéré cela comme une action visant à casser la grève. Et ces derniers jours, l'inspectrice a enfin visité les locaux de l'entreprise... Pôle Emploi n'a cessé d'envoyer chômeurs et subventions vers ces entreprises depuis des années, alors même que des usagerEs alertaient régulièrement des pratiques du patron. Sensée intervenir dans la médiation, la préfecture n'est



Un maire de droite un peu interpellé... PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

quant à elle jamais venue aux rendez-vous...

Les faux-amis...

La déception la plus importante pour les grévistes vient probablement de l'attitude de la mairie. Le sujet ayant été amené au conseil municipal par une question orale du Front de gauche, le maire a d'abord qualifié le tôleur de « patron voyou »... avant d'inviter les grévistes à s'adresser aux services sociaux pour un traitement au cas par cas. À ce jour, celles-ci attendent toujours un rendez vous avec les-dits services...

Un conseiller municipal de la majorité s'est proposé pour jouer les médiateurs : lors des médiations, sa proximité avec le patron a conduit les grévistes à mettre un terme à celles-ci. Peu après, ce médiateur a indiqué que les grévistes seraient manipulées par la CGT à des fins politiques, que le patron ne pouvait pas les augmenter, et qu'il serait bon qu'elles cessent de rester tous les jours devant l'entreprise... Les grévistes restent déterminées, et s'engagent dans leur 7^e semaine de conflit.

CorrespondantEs

NETTOYAGE ONET (75) À la BNF, la grève balaye la direction !



Un mégaphone qui a su se faire entendre... DR

En grève depuis le 9 avril (voir *L'Anticapitaliste* n°286), les salariéEs chargés du nettoyage de la Bibliothèque nationale de France (site de Tolbiac dans le 13^e arrondissement) ont gagné.

Leur employeur, Onet Services, société de sous-traitance, avait emporté en 2013 le marché du nettoyage de la bibliothèque. Mais depuis la reprise de ce chantier, le nombre de salariéEs était passé de 61 à 44 agentEs... avec toujours le même volume de travail. Chaque agentE croulait donc sous une corvée intenable, sans compter les incessants ajouts sur les plannings pour remplacer des collègues absents. Fatigue nerveuse et physique, détérioration de l'état de santé, et accidents de travail étaient devenus le quotidien... Jusqu'à ce que les salariéEs décident d'y mettre un coup d'arrêt, profitant de la mobilisation du 9 avril pour lancer un mouvement de grève reconductible contre ce sous-effectif qui minait leur santé et leurs conditions de travail. Peu pressée de démarrer des négociations, la direction d'Onet a cru que le mouvement allait s'essouffler. Il n'en a rien été !

Fin... et suites ?

Suivie par la quasi totalité des salariéEs (42 sur 44 !), la grève aura duré 13 jours, jusqu'à ce que Onet finisse par reculer sur une série de revendications. Le protocole de fin de grève prévoit en effet l'embauche de trois salariéEs supplémentaires en CDI à partir de ce mois de mai (des CDI qui seront attribués aux précaires travaillant déjà sur place), ainsi que l'attribution d'un volume de 100 heures complémentaires à répartir entre les agents. Les grévistes ont aussi obtenu le paiement de trois jours de grève, et qu'il n'y ait aucune sanction pour faits de grève. Par ailleurs, la direction de la BNF s'est, elle, engagée à étudier les modalités de mise en place d'une charte sociale avec son prestataire Onet. Pour le syndicat Sud Culture BNF, « cette charte sociale doit entre autres permettre de garantir tous les droits des salariéEs et leurs acquis sociaux ». Pour l'instant un vœu pieux, mais tout de même un acquis supplémentaire de la lutte. Dans le tract de Sud qui a conclu la grève, les grévistes ont tenu à réaffirmer que « la ré-internalisation de la sous-traitance au sein des établissements publics est la seule solution admissible » (donc l'exigence d'une réintégration au sein de la BnF), ainsi que « le soutien à nos camarades de la société de nettoyage TFN qui sont en grève depuis le 11 mars dans des centres des impôts à Paris ».

On n'a pas fini d'entendre parler de la mobilisation dans le secteur du nettoyage.

Correspondant

d'actions

L'alliance Renault-Nissan, aujourd'hui au 4^e rang mondial des producteurs d'automobiles, est en fait dirigée par une structure de droit néerlandais Renault-Nissan BV (RNBV) qui ne rend aucun compte public. Alors que Nissan et Renault continuent d'être des groupes distincts en terme juridique et financier, la politique de Ghosn est de rendre en pratique cette alliance irréversible, contournant les réticences des gouvernements français successifs à une fusion complète entre Renault et Nissan. Déjà en avril 2010, le gouvernement Sarkozy avait bloqué une tentative de Ghosn en ce sens. Pour les dirigeants de l'industrie automobile mondialisée, les États ne sont utiles que pour socialiser les pertes, à l'exemple des renflouements de General Motors, Chrysler

ou PSA. Ghosn exacerbe cette tendance, instrumentalisant ses fonctions de PDG de Renault et de Nissan pour s'autonomiser par rapport à ceux qui l'ont fait « roi », à savoir les gouvernements français qui l'avaient adoubé à ce poste. Sans oublier les 15 millions d'euros annuels attachés au double « mi temps »...

Gouvernements de droite et de gauche accompagnent Ghosn depuis dix ans

Tous les gouvernements ont entériné la politique mise en œuvre chez Renault. En 10 ans, les effectifs ont chuté en France de 42 000 à 27 000. Lorsque Renault a pris en 1999 le contrôle de Nissan menacé de faillite, les chiffres de production des deux entités étaient équivalents, autour de 2 400 000 voitures. Quinze ans après, surtout en conséquence de son implantation en croissance en Chine et aux États-Unis, Nissan produit au plan mondial deux fois

plus de voitures que Renault, 5 300 000 contre 2 700 000.

Cette activité de Nissan profite aux comptes de Renault, celui-ci ayant reçu en 2014 1,5 milliard d'euros de dividendes au titre des 40% d'actions Nissan qu'il détient. Dans le bénéfice affiché par Renault en 2014, 2 milliards d'euros, les trois quarts proviennent donc de Nissan. Les actionnaires de Renault en profitent directement... Pas les salariéEs, dont les salaires sont bloqués et les effectifs toujours en baisse.

Le ministre actionnaire Macron

Tout en menant son offensive boursière explicite contre le PDG de Renault, Macron a expliqué à son propos : « Sa stratégie, nous la soutenons, nous sommes à ses côtés ». Ce faisant, Macron circonscrit sa dispute, bien réelle, avec Ghosn à des enjeux de pouvoir dans une « communauté de vue stratégique ». Le ministre banquier



Ghosn et Macron en tenue, le ridicule ne tue pas... DR

Macron fait de l'État un simple actionnaire intervenant sur les mêmes terrains que tous les spéculateurs du marché, avec les mêmes armes et la même boussole du profit. C'est exactement le contraire d'une

socialisation des outils de production qui rendrait le pouvoir à ceux qui créent les richesses dans le but de satisfaire les besoins sociaux du plus grand nombre. **Jean-Claude Vessillier**



Les comités en action !

Paris 20^e Développement du collectif antifasciste. Lundi 13 avril, plus d'une quarantaine de personnes se sont entassées dans un petit bar à Belleville pour assister à la projection-débat organisée par le Cuafa 20^e (Collectif unitaire antiraciste et antifasciste). À partir d'un petit documentaire d'une quarantaine de minutes sur le mythe du soi-disant lien entre immigration et délinquance, nous avons pu débattre avec un public assez différent de celui que nous avons l'habitude de voir : des membres d'un collectif qui organise dans des foyers d'immigrés, des membres d'un collectif qui résiste contre l'expulsion de l'immeuble qu'ils squattent... Plus généralement beaucoup de gens du quartier sont venus, et une quinzaine de personnes ont laissé leurs coordonnées afin d'être informées de nos prochaines activités. Beaucoup sont restées pour continuer la discussion autour d'un verre.

Notre collectif est impulsé par des camarades du NPA, mais aussi d'Alternative libertaire, de Solidaires, du Capab, d'Ensemble et d'un camarade de EÉLV, et nous arrivons aussi à avoir sur certaines actions le soutien du SNUipp et les signatures d'autres organisations comme le PCF et le PG.

Le succès de notre soirée est sans doute le résultat d'un travail persistant depuis plusieurs mois, avec diffusions et collages mais aussi des tables et le début d'un travail de porte-à-porte dans les immeubles du quartier. Notre objectif est de dépasser les limites d'un simple cartel d'organisations et d'attirer des habitantEs qui, nous le constatons, sont de plus en plus inquiets par rapport à la montée du FN et la pénétration de ses idées. Il reste encore beaucoup à faire mais la soirée nous encourage à redoubler nos efforts.

Tarbes (65) Podemos en débat. Miguel Segui, un des fondateurs de Podemos Paris, était de passage ce 24 avril pour animer une réunion publique sur l'histoire de Podemos dans l'État espagnol et les discussions que cela entraîne chez nous. Une trentaine de personnes, surtout des «non encartés», mais aussi deux militantEs du comité CGT des privés d'emploi, un responsable de l'Association de défense des locataires, une dirigeante du PCF, des membres du PG (qui avait appelé à la réunion avec le NPA), et bien entendu des militantEs et sympathisantEs du NPA...

Miguel est allé droit au but : Podemos n'est ni un exemple ni un modèle, mais son existence et ses succès représentent un espoir de ce côté des Pyrénées. Il a retracé l'histoire de ce parti, depuis le mouvement des occupations des places qui lui donna naissance et de l'idée qu'il fallait non seulement combattre les oppresseurs mais aussi les chasser pour que la majorité de la population prenne ses affaires en main... donc faire de la politique.

Un passionnant débat s'en est suivi sur les rapports avec Syriza, la possibilité (ou pas) de créer un Podemos européen, sa structuration démocratique, par en bas, les récentes élections en Andalousie, les modes de désignations des candidatEs aux élections, les rapports plus ou moins conflictuels avec Izquierda Unida, etc. La question de l'existence d'une seule «gauche» tenait particulièrement à cœur à la militante du PCF... Miguel expliqua que, certes Podemos est «de gauche», mais que cette question se posait différemment dans la mesure où les socialistes (PSOE), prétendument de gauche, gouvernaient depuis longtemps en alternance avec la droite (PP), et qu'ils étaient donc perçus comme représentant «le système», la «caste»...

Malgré les différences de situation entre nos deux pays, le débat a évidemment fait écho aux questions de fonctionnement et de contrôle démocratique des organisations d'ici, ainsi qu'à la recherche de perspectives politiques alternatives pouvant répondre à la montée de l'extrême droite et aux multiples défis que posent les crises du capitalisme.



“ L'État et les collectivités font payer l'austérité à la population et aux salariéEs, à travers des budgets élaborés sans eux ”

En campagne

Entretien. Cenon et Lormont sont deux communes de plus de 20 000 habitantEs de la banlieue de Bordeaux. Ces villes sont gérées par des majorités PS-PC-Verts avec à Lormont, depuis 2014, 4 élus FN au conseil municipal. Zones franches urbaines, Cenon et Lormont «bénéficient» de la politique prioritaire de la ville. Cités-dortoirs dont plus de 50 % de la population n'est pas imposable, répertoriées dans les communes les plus pauvres, elles vivent principalement des dotations d'État. Pour aborder ces questions, nous avons rencontré **Christine Héraud** et **Mónica Casanova**, élues du NPA dans ces deux villes.

L'État impose aux collectivités une baisse drastique des dotations, de plus de 11 milliards sur les trois ans à venir. Dans quelle mesure vos communes en subissent-elles les conséquences ?

C.H. : Cenon vient de voter son budget avec une baisse de la dotation forfaitaire de l'État de -12,14% (-584 000 euros) sur un budget de fonctionnement de 37,5 millions. En 2015, les budgets de Cenon et Lormont ne seront maintenus à flot que grâce à la dotation de solidarité urbaine (DSU) octroyée aux communes les plus pauvres. Et il faut faire face aux augmentations de coûts, répondre aux besoins croissants des familles des quartiers populaires touchées par la dégradation de leurs conditions de vie. Le discours est donc à la «maîtrise des dépenses». À Lormont, chaque commission a eu la tâche de réduire ses dépenses de 10 % !

Nous avons voté contre ces budgets contraints et dénoncé la mise à mal des communes pour des intérêts qui ne sont pas ceux des populations, mais pour servir au patronat les milliards du Pacte de responsabilité, du CICE, et de tous les cadeaux fiscaux faits aux plus riches...

M.C. : Les méfaits de cette politique se font durement sentir dans les quartiers : services publics de proximité réduits, projets abandonnés ou révisés à la baisse, subventions aux associations en



Christine Héraud et Mónica Casanova. DR

recul... Des situations s'aggravent : le manque de places en crèches, la cantine refusée aux foyers dont un des parents ne travaille pas par manque de place dans les écoles... À Lormont, dans un quartier entièrement nouveau de plus de 1500 logements, la municipalité a renoncé à construire une école. Les effectifs des écoles du secteur voisin explosent. À la rentrée prochaine, les enfants seront probablement répartis sur les écoles existantes, au prix d'un allongement des trajets et du surpeuplement des écoles.

Quels sont les choix de vos communes face à ces budgets contraints ?

C.H. : La «maîtrise des dépenses de fonctionnement» est le leitmotiv de nos maires. Derrière la formule officielle, il y a les économies réalisées sur les personnels : des départs en retraite non remplacés, des redéploiements de personnels qui entraînent une dégradation des conditions de travail, le recours à

la précarité (23,33% de non titulaires à Cenon, 25% à Lormont). Pour la mise en place des rythmes scolaires, Lormont a embauché des animateurs à temps partiel, non statutaires (26 CAE et 8 emplois d'avenir). À Cenon, 15 emplois d'avenir ont été recrutés en 2014. La précarité

explose aussi, indirectement, à travers des centaines de contrats ultra-précaires, parfois d'une heure par jour, dans les associations en délégation de service public ou d'utilité publique, comme à Cenon où la mairie se défait sur l'association qui gère les centres de loisirs dans le cadre d'un SSIEG (Service social d'intérêt économique général).

La population paye aussi la baisse des dotations par une augmentation de la fiscalité. Cela fait maintenant trois ans que l'équipe municipale de Cenon a fait le choix d'augmenter de 2% les taux d'imposition, en plus de l'augmentation des bases imposée par l'État. C'est faire payer la note aux moins riches des contribuables, dont les revenus stagnent, voire régressent. Et quand les tarifs municipaux augmentent, c'est la double peine !

Quels sont vos axes d'intervention ?

M.C. : Dans les conseils municipaux, nous nous faisons l'écho du

mécontentement et de la colère des agents qui en ont assez de voir leurs conditions de travail se dégrader, leurs salaires stagner. Nous dénonçons l'opacité dans laquelle vont se faire les transferts de personnels dans le cadre de la métropolisation, avec le lancement de Bordeaux-Métropole cette année, et la menace de suppressions de postes que fait planer le plan de mutualisation. En ce moment, nous participons à la mobilisation des enseignants de Lormont qui contestent leur passage en REP+, la nouvelle vitrine de l'éducation prioritaire avec l'instauration du management au mérite, la mise en concurrence des personnels...

Nous avons aussi été les seules à dénoncer les emprunts toxiques de la ville de Lormont (30% de l'encours de sa dette). Le maire a été contraint d'assigner Dexia en justice pour un prêt dont les intérêts passeront de 4 à 14% si la ville perd son procès. Le problème de la dette des communes est crucial. Elle est totalement illégitime, il faut l'annuler !

C.H. : L'État et les collectivités font payer l'austérité à la population et aux salariéEs, à travers des budgets élaborés sans eux. Nous pensons que c'est à eux de décider de ce qui les concerne, et nous nous battons pour une démocratie communale qui leur donne le droit de choisir et de décider.

Propos recueillis par des correspondantEs du NPA 33

Initiative

Et voilà à Paris la 4^e Fête anticapitaliste !

500 entrées en 2012, 700 en 2013, et près d'un millier l'an dernier... Organisée chaque année à l'initiative de la fédération parisienne du NPA, la Fête anticapitaliste monte en puissance. La prochaine édition se tiendra samedi 9 mai.

Cette année, deux thèmes politiques ont été privilégiés et feront l'objet de tables rondes-débat. La première, à partir de 14h, consacrée à **l'offensive raciste et sécuritaire du gouvernement**, verra intervenir, au côté de représentants du NPA, **Michèle Sibony** de l'UJFP (Union juive française pour la paix) et **Sihame Assbague** du collectif Stop aux contrôles au faciès.

Puis, à partir de 16h30, on discutera de la **situation en Grèce** et des politiques qu'y défendent les courants anticapitalistes et révolutionnaires, avec **Antonis Ntavalenos** de l'organisation DEA (Gauche ouvrière internationaliste), membre de Syriza, et **Haris Merkis**, de l'OKDE-Spartakos, une des composantes de la coalition Antarsya.

Dans une autre salle aura commencé dès 13h15 la **projection du film Pride de Matthew Warchus**. Sorti en 2014, il raconte le soutien à la grève des mineurs britanniques de 1984-85 organisé par LGSM, Lesbian and Gay Support Miners. C'est **Ray Goodspeed**, l'un des principaux animateurs de LGSM, qui introduira le débat.

En fin d'après-midi, un **meeting** se tiendra avec **Olivier Besancenot** et des militantEs impliqués dans les luttes en cours, avant le **concert de la chanteuse anticapitaliste Melissmell** qui clôturera cette journée.

Ajoutons le **one-man-show Le monologue social de Pierre Soubestre** («*Quand la classe ouvrière est atteinte du syndrome de Stockholm... Un ouvrier au chômage se lance dans un plaidoyer enthousiaste et sincère*



pour son ex-patron...»), sans oublier le désormais traditionnel **spectacle pour les enfants**.

La presse du NPA et la librairie La Brèche tiendront naturellement leurs stands, de même que les organisations politiques, sociales et associatives invitées. Le bar permettra à chacun de se désaltérer et de bénéficier d'une restauration (de qualité) à des prix modiques. Qu'on se le dise...

CorrespondantEs

De 13h à 22h, au même endroit que les précédentes : espace Olympe-de-Gouges, 22 rue Merlin, Paris 11^e (métro Père-Lachaise ou Philippe-Auguste ou Voltaire).

Entrée libre (une participation aux frais sera demandée à qui en a la possibilité). **Programme complet disponible notamment sur :** <https://www.facebook.com/events/971521986191829>

Cinéma

« On est vivants » de Carmen Castillo

Sortie le mercredi 29 avril

C'était il y a cinq ans, quelques jours après la mort de notre camarade Daniel Bensaïd, dans une Mutualité pleine à craquer. Devant un public hétéroclite venu célébrer la mémoire de Daniel, les interventions se succèdent. Parmi elles, celle de Carmen Castillo, écrivaine et cinéaste (voir interview dans L'Anticapitaliste n°286).

Carmen est célèbre pour son implication dans les événements tragiques au Chili, en 1974, et pour ses documentaires : *La Flaca Alexandra* (1994) ou encore *Rue Santa Fe* (2007), consacrés au drame et à l'espoir tenace que secrète la plaie encore ouverte de cette expérience révolutionnaire. Il se peut que l'idée de réaliser un documentaire sur Daniel ait germé dans l'esprit de Carmen à cet instant, pendant son intervention. Quoi qu'il en soit, le film est désormais disponible pour nos yeux, pour nos oreilles et, surtout, pour nos méninges. *On est vivants* est un beau plaidoyer, vivant et communicatif, en faveur de l'engagement, un dialogue personnel que Carmen Castillo tisse adroitement à la pensée de Daniel. Plus qu'une biographie, le film est un appel à agir. Agir pour cette planète meurtrie sous l'emprise du capital, mais qui résiste par tous les moyens possibles à sa domination – fussent-ils ténus. Cette vision aurait sûrement plu à Daniel qui préférerait l'engagement militant discret et durable aux hommages en tout genre.

Résister à l'air du temps, encore et toujours...

À l'entendre à nouveau, on voit bien que les propos de Daniel demeurent d'une urgente actualité, lui qui nous invitait inlassablement à résister à l'air du temps. Carmen emmène aussi son public dans les quartiers populaires de Marseille, sur les chantiers de Saint-Nazaire, dans les locaux des familles sans logis de Paris... Elle nous fait (re)découvrir le combat des paysans sans terre au Brésil, des révolutionnaires du Chiapas mexicains ou des insurgés de l'eau en Bolivie. Là, un syndicaliste plein de bon sens lance cette maxime universelle, dilemme de l'émancipation humaine aux quatre coins du monde : « *Notre pire adversaire n'est pas le gouvernement ou l'impérialisme, c'est nous-mêmes.* » En effet, nous ne croyons pas, ou pas assez, en nous-mêmes. De la confiance, le film en déborde généreusement. Par les temps qui courent, il est d'utilité publique. Surtout, le temps de ce dialogue, nous retrouvons un camarade et ami, dont l'amitié, la compagnie et



la pensée nous manquent cruellement. Daniel réapparaît par petites touches, successives, presque subliminales, tout le long des étapes de sa vie militante, et de sa vie tout court, avec Sophie, sa compagne. Des textes, des images, des interviews, des grands moments de bonheur comme sur le plateau de Bernard Pivot, lorsque Daniel revendique toute l'actualité de la révolution

face à des invités à l'expression scandalisée...

Quelques moments qu'il est bon de (re)voir, d'entendre et qui sonnent comme une invitation à lutter, encore et toujours.

Olivier Besancenot et Alain Krivine

Séances spéciales autour du film dans toute la France

À Paris, projection le mardi 12 mai à 20h au MK2 Hautefeuille, 7 rue Hautefeuille, Paris 6^e.

Suivie d'un débat avec Olivier Besancenot, Daniel Mermet, Edwy Plenel et Carmen Castillo.

Exposition

« Velázquez »

Jusqu'au 13 juillet 2015 au Grand Palais à Paris

Peintre surdoué né avec le 17^e siècle, siècle d'or espagnol, très tôt repéré au sein de l'atelier de son maître sévillan Francisco Pacheco, peintre érudit, il peint avec la même verve le peuple des bodegon, Bacchus ou les Ivrognes, ou les sujets religieux.

Diego Velázquez est un jeune homme pressé qui veut travailler à la cour d'Espagne : un détour en Italie, où il découvre les clairs-obscur Caravagesques, où il se frotte aux grands maîtres italiens comme dans ses deux splendides scènes romaines *la Forge de Vulcain* et *la Tunique de Joseph* et dans ses paysages de la campagne romaine, et c'est le succès à Madrid avec ses portraits, déjà.

L'Artiste et le Prince, les humbles et les puissants

Commence alors une longue relation entre un artiste et un prince, unique en son genre car à l'inverse de Léonard Vinci/François 1^{er} ou Michel-Ange/pape Jules II, elle est exclusive de part et d'autre, mise à part une petite infidélité pour Rubens au début. Le roi Philippe IV ira jusqu'à confier au peintre de multiples responsabilités

et à l'anoblir en Hidalgo. Du jamais vu. Si Velázquez se plie au genre de la Cour, portraits de la famille royale et de son entourage, il n'en oublie pas son âme : il peint les humbles, nains, bouffons, avec humanité sans misérabilisme et



les puissants sans concession : le roi, la reine, l'infante Marguerite et l'infant Baltasar Carlos, aux visages si ingrats, engoncés dans leurs costumes d'apparat et pourtant si plein de vie, d'une sensibilité fragile. Il transcende le portrait sans distinction de classe, de son assistant *Juan de Pareja* affranchi par le peintre au pape *Innocent X* au regard d'une extraordinaire acuité.

Une étonnante modernité picturale

De son passé sévillan à la fois austère et libre, il retient à Madrid une rigueur dans la composition, une sobriété des fonds souvent sombres ou clairs-obscur mais toujours aériens, une matière picturale épaisse et dense allié à une liberté de touche picturale d'une sublime vivacité et sensibilité. Un seul coup de pinceau d'une étonnante modernité évoque un regard, une moustache ou encore un de ses extraordinaires petits chiens négligemment campés en premier plan. C'est différent des brillants portraits très travaillés de Van Dyck, son contemporain, c'est loin du baroque italien alors en vogue en Europe, y compris en Espagne après sa mort. Car Velázquez, soutenu par un prince clairvoyant a été peu suivi, y compris par son fidèle assistant Del Mazo. Mais quoi d'étonnant à ce que son génie soit enfin reconnu par les impressionnistes, en particulier par Édouard Manet dont la filiation est frappante et qui considérait Velázquez comme « *le Peintre des peintres* », jusqu'aux contemporains Garouste, etc.

C'est une exceptionnelle rétrospective, la première en France (mais si !). Il ne manque que l'énigmatique composition de *les Menines* (Prado oblige, on ne cède pas sa Joconde !) pour saisir l'importance de ce peintre majeur, référence absolue constamment réinterprété par les plus grands, de Pablo Picasso avec sa série des Infantes à Francis Bacon avec son portrait d'Innocent X sur la chaise électrique.

Ugo Clerico

Musique

Mathieu Barbances



Luthier, contrebassiste, Mathieu Barbances est aussi auteur-compositeur-interprète et comédien. Après 20 ans dans des troupes en tant que contrebassiste, notamment au sein de Jolie Môme, il a décidé la quarantaine venue de voler de ses propres ailes dans le monde bien trop concurrentiel du spectacle vivant.

On ne rencontre pas tous les jours un artiste qui n'est pas dans les playlists internationales, qui n'a pas concouru pour *The Voice* et qui déclare : « *Tous les jours je me dit que je suis heureux et que j'ai la chance de vivre de ma passion* » ! Un artiste qui en vit, qui ne passe pas à la radio, comment fait-il ? D'abord il travaille beaucoup, il écrit ses chansons, « engagées » sans être vraiment militantes, à partir de ses expériences, il participe à un spectacle musical pour enfants, *Ça pousse*, au collectif de tango Tangoleon, ainsi qu'au bal « Bringuebal ». Mais surtout il fait tourner son spectacle personnel, chansons et contrebasse, dans les salles parisiennes et dans toute la France. Il pratique aussi une forme de spectacle vraiment sympa, le concert à domicile : vous trouvez une bande de copains, de collègues, un salon, un jardin ou un bistro, un chapeau à faire tourner, et c'est parti ! Convivial, intime et très personnel. Mathieu milite au NPA. Si vous ne le croisez pas dans votre salon vous le croirez peut être dans une manif.

Catherine Segala

Sur internet : <http://www.mathieubarbances.org>
 Pour les concerts à domicile : macontrebasse@sfr.fr
 Prochains concerts publics : 28 avril et 3 mai à Nantes, 15 et 16 mai à Etampes, 20 mai à Montreuil (93)...
 Bal « Bringuebal » : un samedi par mois à Paris au Studio de l'Ermitage (20^e)
 Pour les enfants : *Ça pousse* les 18 et 19 mai à Dreux, le 6 juillet à Metz

Spectacle

8^e Biennale internationale des arts de la marionnette (BIAM)

Du 5 au 30 mai 2015 à Paris et sa banlieue

Non, la marionnette n'est pas un art mineur du spectacle vivant cantonné aux Guignols des jardins publics. C'est une forme ancestrale de théâtre qui connaît depuis quelques années un renouveau et une créativité remarquables. Depuis 2001 le Mouffetard-Théâtre des arts de la marionnette, la Ville de Pantin et la Maison des Métallos, organisent à Pantin et dans 7 autres communes de l'Île-de-France cette BIAM. Des compagnies du monde entier vont présenter pendant un mois 28 spectacles au cours de 110 représentations. Contrairement à une idée reçue, les marionnettes ne sont pas que

pour les enfants, et il y a donc des spectacles pour tous les publics. Mais bien entendu, une grande partie du programme est composée de spectacles à voir en famille, souvent la première occasion pour les petits de rencontrer le spectacle vivant. Dans cette offre variée et généreuse, il faut profiter des nombreux ponts du mois de mai pour emmener les très petits voir par exemple *Terrible*, joué dans « le Camion à histoires », mi-coccinelle mi-camion de pompier, garé sur les places et qui embarque ses spectateurs dans son ventre. Adapté du livre d'Alain Serres, *Terrible* donne, comme tous les ouvrages de cet auteur, matière

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com
 Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi : 12 h – 20 h



à réflexion dès le plus jeune âge. Ici, il est question de peur et de violence, mais aussi comment les affronter.

Catherine Segala

Programme complet : <http://www.theatredelamarionnette.com>
 De 8 à 14 euros pour les adultes et de 5 à 8 euros pour les enfants.
 Réservations auprès des lieux de spectacle.



l'Anticapitaliste | Libre expression

“ Fournir des arguments en faveur d'une annulation de la dette grecque ”

Entretien. Économiste, **Michel Husson** est membre de la Commission pour la vérité sur la dette grecque. Il a répondu à nos questions.



DR

Peux-tu nous préciser quels sont les participants à la commission qui va auditer la dette grecque, et quelles seront ses modalités de fonctionnement ?

La commission mise en place par la présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou, s'appelle dorénavant Commission pour la vérité sur la dette grecque. Comme son titre l'indique, elle a pour objectif de faire toute la lumière sur la genèse de la dette grecque et ses implications sur l'économie et la société, afin de déterminer quelle partie de cette dette peut être considérée comme illégitime, illégale, odieuse ou non soutenable. La commission pourra émettre des recommandations et fournir des arguments en faveur d'une annulation de la dette.

Plus concrètement, la commission va examiner les raisons de la croissance de la dette avant la crise, les éventuelles violations légales et les conditions de mises en place des mémorandums de 2010 et 2012, ainsi que l'impact de la dette sur les droits sociaux et humains.

La commission est composée d'experts grecs et étrangers (Belgique, Espagne, France, Royaume-Uni, Brésil, Équateur, Zambie, Chypre). On y trouve des économistes, des juristes, des fonctionnaires spécialisés, qui travailleront de manière bénévole. Éric Toussaint, le président du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde) assure la coordination scientifique. Il existe déjà beaucoup de matériel disponible, mais le temps presse, évidemment. Après une deuxième réunion début mai, l'objectif est de fournir un pré-rapport au mois de juin.

Bénéficieriez-vous de l'aide des ministères et des administrations pour déterminer les facteurs qui ont conduit à l'explosion de la dette et dont certains renvoient à des sujets épineux en Grèce (dépenses militaires, sorties illicites de capitaux, choix fiscaux) ?

C'est tout l'intérêt de cette commission : ce ne sont pas les ministres qui en font partie mais des universitaires, des économistes et des

juristes engagés, et surtout des fonctionnaires qui ont subi depuis plusieurs années les missions des « Men in black » de la Troïka. Il y a par exemple Zoé Georganta, une ex-fonctionnaire de l'institut de statistiques (el.stat) licenciée en 2011 par l'ancien ministre des Finances, pour avoir dénoncé les trucages du budget 2009 destinés à justifier l'appel aux institutions de la Troïka. Une bonne partie du travail des membres non grecs de la commission va en fait consister à susciter les contributions et chercher les informations plus ou moins dissimulées. Une sorte de travail de « lanceurs d'alerte », sous l'égide du Parlement, où il n'y aura pas de questions tabous. Du côté grec, il y a aussi des représentants de mouvements, comme le comité pour l'annulation de la dette ou Attac, qui pourront aussi contribuer à la popularisation de la démarche.

Le 4 avril lors de la mise en place de la Commission d'audit, il a été dit que ce travail s'étalerait sur plusieurs mois. Comment ce calendrier peut-il s'articuler avec le fait qu'aujourd'hui, le gouvernement grec est soumis aux pressions incessantes de l'Union européenne et du FMI, pressions qui visent non seulement à le faire renoncer aux engagements de la campagne électorale de Syriza mais en fait à souscrire à une nouvelle forme de mémorandum ?

Tout le monde dans la commission est conscient de ce fait, et c'est pourquoi la première échéance, le mois de juin, est très rapprochée. C'est à ce moment en effet que se posera clairement la question d'un troisième mémorandum que tu évoques. Il faut bien comprendre la portée et les limites de cette commission. Elle est de toute évidence en porte-à-faux par rapport à la ligne du gouvernement qui ne pose jamais la question d'un défaut, même partiel, de la dette. À la séance inaugurale de la commission, le président de la République et toute une série de ministres sont venus annoncer, de manière plus ou moins affirmée (ou diplomatique), leur soutien à la démarche. Tsipras et Varoufakis ont clairement botté

de rétorsion que la Grèce aurait eu à subir. Dans leur isolement à peu près total en Europe, ils cherchent à gagner du temps, tout en faisant la démonstration de leur bonne volonté. En révélant la brutalité des institutions et notamment de la Commission (et de l'Eurogroupe), ils construisent une légitimité en faveur d'un nouveau plan moins coercitif et plus facile à assumer. Une austérité « modérée » succéderait alors à l'austérité brutale.

Mais ce scénario suppose qu'un compromis soit possible avec des institutions arc-boutées sur leurs dogmes. Si cette condition était impossible à satisfaire, alors une brèche s'ouvrirait en faveur de la rupture. Il serait donc dangereux de considérer que tout est déjà plié. En tout cas, le projet n'est pas, à mon sens, d'influencer Tsipras et Varoufakis, mais de donner des billes à ceux (la gauche de Syriza et les mouvements sociaux) qui peuvent peser sur la ligne du gouvernement et rendre inacceptable politiquement un troisième mémorandum, même « soft ».

Le rapport apportera sans doute des informations précieuses mais quelles peuvent être ses conséquences ? Ceci alors que le ministre des Finances Varoufakis a plusieurs fois déclaré que la Grèce paierait sa dette et, d'ailleurs, le fait effectivement...

Cela fait évidemment partie des limites de l'exercice et cela pose aussi la question de savoir comment on interprète la position du gouvernement. On peut considérer que ce dernier a déjà capitulé, à partir du moment où il n'a pas pris d'embellie la mesure de rupture qui s'imposait (et à laquelle, soit dit en passant, j'étais personnellement favorable), à savoir : « nous ne pouvons pas payer la dette, donc nous arrêtons de la payer ». Et il y a beaucoup d'arguments qui vont dans ce sens, notamment le report de mesures d'urgence.

En même temps, on voit bien ce qu'il y aurait de suicidaire à maintenir cette posture jusqu'à la signature de ce qui serait de fait un troisième mémorandum. Mais il y a une autre lecture possible, illustrée notamment par le journaliste de la Tribune, Romaric Godin (dont on peut trouver les articles sur le très précieux site Anti-K¹ animé par des camarades du NPA). L'idée est en résumé la suivante : Tsipras et Varoufakis ont choisi de ne pas assumer une rupture immédiate, peut-être par crainte des mesures

de rétorsion que la Grèce aurait eu à subir. Dans leur isolement à peu près total en Europe, ils cherchent à gagner du temps, tout en faisant la démonstration de leur bonne volonté. En révélant la brutalité des institutions et notamment de la Commission (et de l'Eurogroupe), ils construisent une légitimité en faveur d'un nouveau plan moins coercitif et plus facile à assumer. Une austérité « modérée » succéderait alors à l'austérité brutale. Mais ce scénario suppose qu'un compromis soit possible avec des institutions arc-boutées sur leurs dogmes. Si cette condition était impossible à satisfaire, alors une brèche s'ouvrirait en faveur de la rupture. Il serait donc dangereux de considérer que tout est déjà plié. En tout cas, le projet n'est pas, à mon sens, d'influencer Tsipras et Varoufakis, mais de donner des billes à ceux (la gauche de Syriza et les mouvements sociaux) qui peuvent peser sur la ligne du gouvernement et rendre inacceptable politiquement un troisième mémorandum, même « soft ».

Le fait qu'aucune mesure de contrôle du système bancaire et des mouvements de capitaux n'aient été prise à ce jour laisse perplexe. Comment l'interpréter ?

Il y a effectivement de quoi être perplexe, puisque la fuite des capitaux s'est immédiatement enclenchée, ce qui ne pouvait qu'aggraver la situation. C'est l'un des points faibles de la tactique consistant à temporiser, parce qu'elle impliquait de ne prendre aucune mesure contre « la finance », aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur. On peut aussi émettre l'hypothèse selon laquelle le gouvernement n'avait pas immédiatement les moyens d'actionner les leviers et/ou qu'il redoutait d'enclencher une situation plus ou moins chaotique. Mais il ne faut pas tourner autour du pot : toute cessation de paiement de la dette aurait des répercussions en chaîne qui nécessiteraient un contrôle des capitaux et le contrôle, voire la socialisation, du système bancaire.

Propos recueillis par Henri Wilno
1- <http://www.anti-k.org>

l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Des outils pour lutter, des idées pour changer le monde.



Comme eux, découvrez notre presse avec notre promotion d'essai :

10 euros = trois mois d'hebdo, ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

(chèques à l'ordre de NSPAC)



POUR S'ABONNER

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZ554755

Date : Signature obligatoire

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org